

TEXTES GENERAUX

Décret n° 2-15-807 du 12 rejab 1437 (20 avril 2016) pris pour l'application des dispositions de la loi n° 33-13 relative aux mines portant sur la procédure d'octroi des titres miniers.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 33-13 relative aux mines promulguée par le dahir n° 1-15-76 du 14 ramadan 1436 (1^{er} juillet 2015), notamment ses articles 4, 14, 18, 19, 38, 44, 54, 58 et 69 ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 14 joumada II 1437 (24 mars 2016),

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER

DES CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 4 de la loi susvisée n° 33-13, le demandeur de l'autorisation d'exploration, du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines doit déposer auprès de l'administration chargée des mines un dossier justifiant des capacités techniques et financières comportant :

- les diplômes, titres et références professionnelles du personnel de l'entreprise chargé de la conduite et du suivi des travaux ou, éventuellement, le ou les contrats le liant aux personnes physiques ou morales agréées visées à l'article 58 de la loi précitée n°33-13 ;
- les moyens humains et techniques envisagés pour l'exécution des travaux ;
- une fiche indiquant le statut juridique de la personne morale et son capital social ;
- les trois derniers bilans et comptes de l'entreprise, pour les demandeurs d'une licence d'exploitation de mines ;
- la liste et la valeur du matériel détenu par le demandeur ou que celui-ci envisage d'acquérir et le financement correspondant ;
- les garanties et cautions dont bénéficie l'entreprise, le cas éventuel.

Le demandeur peut être invité par l'autorité gouvernementale chargée des mines à apporter des précisions complémentaires sur les éléments d'information et les documents mentionnés ci-dessus.

TITRE II

DE L'AUTORISATION D'EXPLORATION ET DU PERMIS DE RECHERCHE

Chapitre premier

De l'attribution de l'autorisation d'exploration et du permis de recherche

ART. 2. – Le demandeur de l'autorisation d'exploration prévue à l'article 20 de la loi précitée n° 33-13 doit déposer auprès de l'autorité gouvernementale chargée des mines un dossier comportant, outre les documents mentionnés dans l'article premier ci-dessus, les indications suivantes :

- la dénomination de la personne morale, sa forme juridique, son siège social et le cas échéant les nom,

prénom, profession, nationalité et domicile de son représentant ;

- les pièces administratives délivrées par les autorités compétentes, justifiant que le demandeur est en règle au regard de ses obligations fiscales et des cotisations sociales ;
- la zone couverte par l'autorisation objet de la demande, sa superficie et sa période de validité ;
- l'indication, le cas échéant, des principaux produits de mines à explorer.

Sont annexés à la demande :

- trois (3) cartes régulières au 1/100.000 indiquant les limites du périmètre objet de la demande d'autorisation d'exploration ;
- un programme de travaux faisant état de la nature et de l'importance des travaux projetés, des méthodes de reconnaissance et d'exploration envisagées et du montant des dépenses prévu ;
- l'original du récépissé de versement de la rémunération des services rendus au titre de l'institution de l'autorisation d'exploration prévue à l'article 24 ci-dessous.

La demande est inscrite à la date et heure de son dépôt sur un registre tenu à cet effet par l'administration chargée des mines.

ART. 3. – En application des dispositions de l'article 25 de la loi précitée n° 33-13, une convention est établie, préalablement à l'octroi de l'autorisation d'exploration, dans un délai n'excédant pas deux (2) mois à compter de la date du dépôt de la demande, entre l'administration chargée des mines et la personne morale, conformément au modèle annexé au présent décret. Elle mentionne notamment :

- la nature des travaux d'exploration envisagés ;
- les moyens techniques à mettre en œuvre ;
- les investissements programmés ;
- les dépenses minimales prévues ;
- le périmètre couvert par l'autorisation et sa superficie ;
- la période de validité de l'autorisation.

La convention est signée par l'autorité gouvernementale chargée des mines pour le compte de l'Etat ou par la personne déléguée par elle à cet effet d'une part et par le responsable dûment mandaté à cet effet par la personne morale, pour le compte de cette dernière, d'autre part.

L'autorisation d'exploration est accordée par l'autorité gouvernementale chargée des mines ou par la personne déléguée par elle à cet effet. Elle est notifiée au bénéficiaire dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours à compter de la date de la signature de la convention.

ART. 4. – Le demandeur du permis de recherche prévu à l'article 31 de la loi précitée n° 33-13 doit déposer auprès de l'administration chargée des mines, un dossier comportant, outre les documents mentionnés dans l'article premier ci-dessus, les indications et pièces suivantes :

- la dénomination de la personne morale, sa forme juridique, son siège social et les nom, prénom, nationalité, profession et domicile de son représentant ;

- les pièces administratives délivrées par les autorités compétentes et justifiant que le demandeur est en règle au regard de ses obligations fiscales et des cotisations sociales ;
- l'original de la fiche du point-pivot prévu à l'article 5 ci-dessous ;
- la définition de la position du centre du périmètre sollicité en coordonnées Lambert par rapport au point-pivot ;
- trois (3) cartes régulières à l'échelle 1/100.000 ou 1/50.000 où figurent la position du point-pivot et les coordonnées Lambert du centre par rapport au point-pivot ;
- l'original du récépissé du versement de la rémunération des services rendus au titre de l'institution du permis de recherche prévu à l'article 24 du présent décret ;
- une pièce attestant de la qualité de mandataire de la personne morale au cas où la demande est formulée par un mandataire.

La demande est inscrite à la date et heure de son dépôt sur un registre tenu à cet effet par l'administration chargée des mines.

ART. 5. – La position du centre du périmètre du permis de recherche est rattachée à un «point-pivot» tel que prévu à l'article 36 de la loi précitée n° 33-13. Le point-pivot doit être acquis par le demandeur dudit permis auprès de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie.

ART. 6. – L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet doit notifier sa décision au demandeur du permis de recherche dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de dépôt de la demande.

Chapitre II

Du renouvellement de l'autorisation d'exploration et du permis de recherche

ART. 7. – La demande de renouvellement de l'autorisation d'exploration ou du permis de recherche doit être déposée auprès de l'administration chargée des mines au moins trois (3) mois avant l'expiration de leur durée de validité.

Pour les permis de recherche faisant l'objet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi précitée n° 33-13, une seule demande de renouvellement peut être déposée.

La demande de renouvellement de l'autorisation d'exploration ou du permis de recherche est inscrite à la date de son dépôt sur un registre tenu à cet effet par l'administration chargée des mines.

ART. 8. – La demande de renouvellement de l'autorisation d'exploration ou du permis de recherche doit être accompagnée des indications et pièces suivantes :

- le numéro du (ou des) titre(s) minier(s) objet de la demande de renouvellement ;
- la dénomination de la personne morale, sa forme juridique, son siège social, et les nom, prénom, profession, nationalité et domicile de son représentant ;
- l'original du récépissé de versement de la rémunération des services rendus au titre du renouvellement du titre minier prévue à l'article 24 ci-dessous ;
- une fiche indiquant notamment les études réalisées, les travaux exécutés, les résultats desdits études et travaux

et leurs interprétations, les justificatifs des dépenses engagées, un plan de travaux à l'échelle du dix millième et un plan de surface superposable à ce plan ;

- le programme de travaux que le demandeur s'engage à réaliser pendant la période de renouvellement, comportant notamment l'échéancier de réalisation et le montant financier minimum qu'il s'engage à consacrer à leur exécution, conformément aux dispositions de l'article 23 ci-dessous.

L'autorité gouvernementale chargée des mines procède à une enquête pour vérifier la consistance des travaux réalisés sur le périmètre couvert par la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploration ou du permis de recherche, en présence du titulaire de l'autorisation ou du permis précité, ou de son représentant.

La décision de renouvellement doit être notifiée au demandeur dans un délai de deux (2) mois à compter de la date du dépôt de la demande.

TITRE III

DE LA LICENCE D'EXPLOITATION DE MINES

Chapitre premier

De l'attribution de la licence d'exploitation de mines

ART. 9. – En application des dispositions de l'article 18 de la loi précitée n° 33-13, la demande de transformation du permis de recherche en licence d'exploitation de mines doit être déposée auprès de l'administration chargée des mines au plus tard trois (3) mois avant l'expiration de la durée de validité du permis de recherche. La demande précitée est inscrite à la date de son dépôt sur un registre tenu à cet effet par l'administration chargée des mines.

ART. 10. – La demande de transformation du permis de recherche en licence d'exploitation de mines doit comporter, outre les documents mentionnés dans l'article premier ci-dessus, les indications suivantes :

- le numéro du ou des permis de recherche dont découle la licence d'exploitation de mines objet de la demande présentée ;
- la dénomination, la forme juridique, le siège social de la personne morale de droit marocain demanderesse ainsi que les nom, prénom, nationalité, profession et domicile de son représentant ;
- les pièces administratives délivrées par les autorités compétentes, justifiant que le demandeur est en règle au regard de ses obligations fiscales et des cotisations sociales.

La demande de transformation du permis de recherche en licence d'exploitation de mines doit être accompagnée des pièces suivantes :

- l'original du récépissé de versement de la rémunération des services rendus au titre de l'institution de la licence d'exploitation prévue à l'article 24 ci-dessous ;
- une fiche indiquant notamment les études réalisées, les travaux exécutés, les résultats desdits études et travaux obtenus et leurs interprétations ainsi que les justificatifs des dépenses engagées ;
- un rapport géologique, en deux exemplaires, démontrant l'existence de réserves justifiant l'octroi de la licence d'exploitation ;

- un plan en trois (3) exemplaires, à une échelle appropriée, indiquant les limites du périmètre de la licence d'exploitation objet de la demande en coordonnées Lambert ainsi que sa forme et sa superficie ;
- une étude de faisabilité accompagnée d'une note descriptive, indiquant le choix de la méthode d'exploitation et le mode de traitement ;
- un plan en trois (3) exemplaires à une échelle appropriée des travaux projetés et un plan de surface en trois (3) exemplaires superposable audit plan de travaux ;
- le programme de travaux que le demandeur s'engage à réaliser indiquant notamment l'échéancier de leur réalisation ;
- l'étude d'impact sur l'environnement et la décision d'acceptabilité environnementale, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

ART. 11. – L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet procède à une enquête pour vérifier la consistance des travaux réalisés sur le ou les périmètres couverts par le ou les permis de recherche, objet de la demande de la licence d'exploitation.

L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet doit notifier sa décision au demandeur de la licence d'exploitation de mines dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de dépôt de la demande.

Chapitre II

Du renouvellement de la licence d'exploitation de mines

ART. 12. – La demande de renouvellement de la licence d'exploitation de mines prévue à l'article 50 de la loi précitée n° 33-13 doit comporter les indications suivantes :

- le numéro de la licence d'exploitation objet de la demande de renouvellement ;
- la dénomination, la forme juridique, le siège social de la personne morale de droit marocain ainsi que les nom, prénom, nationalité, profession et domicile de son représentant.

La demande de renouvellement de la licence d'exploitation doit être accompagnée des pièces suivantes :

- l'original du récépissé de versement de la rémunération des services rendus au titre du renouvellement de la licence d'exploitation prévue à l'article 24 ci-dessous ;
- une fiche indiquant notamment les travaux exécutés, les réserves restantes sur les plans quantitatif et qualitatif ;
- un programme de travaux que le demandeur projette d'exécuter pendant la période de renouvellement, indiquant notamment l'échéancier de sa réalisation ;
- un plan de travaux réalisés et projetés et un plan de surface superposable audit plan de travaux.

La demande est inscrite à la date de son dépôt sur un registre tenu à cet effet par l'administration chargée des mines.

ART. 13. – L'autorité gouvernementale chargée des mines procède à une enquête pour vérifier la consistance des travaux réalisés sur les périmètres couverts par la licence d'exploitation de mines objet de demande de renouvellement.

L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet doit notifier sa décision au demandeur du renouvellement de la licence d'exploitation de mines dans un délai n'excédant pas deux (2) mois à compter de la date de dépôt de la demande.

TITRE IV

DES DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES MINIER

Chapitre premier

De la renonciation et de la révocation des titres miniers

ART. 14. – En application des dispositions de l'article 18 de la loi précitée n° 33-13, la demande de renonciation à des titres miniers est adressée à l'autorité gouvernementale chargée des mines. Elle est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan des travaux réalisés ;
- l'état descriptif des travaux réalisés ;
- pour la licence d'exploitation, outre les pièces mentionnées ci-dessus, un certificat du conservateur de la propriété foncière indiquant que la demande de renonciation est inscrite sur le titre spécial afférant à la licence d'exploitation de mines, et attestant de la non existence ou de l'extinction de droits inscrits sur ledit titre spécial.

L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet peut subordonner l'acceptation de la renonciation au titre minier à l'exécution de travaux nécessaires à la sécurité des ouvrages réalisés et à la sauvegarde du gisement.

L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet doit notifier sa décision au demandeur de la renonciation au titre minier dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de dépôt de la demande. Ce délai peut être prorogé au cas où l'administration constate, que des mesures supplémentaires doivent être prises par le demandeur pour garantir la sécurité des ouvrages réalisés et la sauvegarde du gisement.

ART. 15. – En application des dispositions des articles 98 et 99 de la loi précitée n° 33-13, les titres miniers attribués peuvent être révoqués par l'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet.

Chapitre II

De la cession et de l'amodiation du permis de recherche et de la licence d'exploitation

ART. 16. – En application des dispositions de l'article 14 de la loi précitée n° 33-13, la demande de cession ou d'amodiation du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines est adressée à l'autorité gouvernementale chargée des mines. Elle doit satisfaire les mêmes conditions exigées par les dispositions du présent décret pour l'octroi d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation de mines.

La demande est signée conjointement par le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines et l'amodiateur ou le cessionnaire.

La demande est accompagnée notamment des pièces suivantes :

- les diplômes, titres et références professionnelles du personnel de l'entreprise chargé de la conduite et du suivi des travaux ou, éventuellement, le ou les contrats le liant aux personnes physiques ou morales agréées visées à l'article 58 de la loi précitée n° 33-13 ;

- le titre spécial établi par le conservateur de la propriété foncière, afférant au permis de recherche ou à la licence d'exploitation de mines, objet de la demande présentée ;
- le contrat de cession ou d'amodiation signé par les deux parties et légalisé ;
- une fiche décrivant les travaux réalisés dans le périmètre couvert par le permis de recherche ou la licence d'exploitation, objet de l'amodiation ou de la cession ;
- les moyens humains et techniques envisagés pour la réalisation des travaux ;
- le programme de travaux projeté par le cessionnaire ou l'amodiatrice ;
- une fiche décrivant les capacités techniques et financières du cessionnaire ou de l'amodiatrice ;
- la dénomination, la forme juridique, le siège social de la personne morale cessionnaire ou amodiatrice ainsi que les nom, prénom, nationalité, profession et domicile de son représentant.

Pour le permis de recherche, la demande de cession ou d'amodiation n'est recevable qu'après le dépôt par le titulaire dudit permis du programme de travaux.

ART. 17. – L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet doit notifier sa décision au titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines et au demandeur de la cession ou de l'amodiation dudit permis ou de ladite licence dans un délai de (2) mois à compter de la date du dépôt de la demande.

Chapitre III

De la réattribution du permis de recherche ou de la licence d'exploitation

ART. 18. – En application des dispositions des articles 18, 44 et 54 de la loi précitée n° 33-13, la réattribution du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines sur le périmètre couvert par un titre révoqué ou ayant fait l'objet de renonciation ou du refus de transformation en licence d'exploitation de mines, est accordée par l'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet. La réattribution du permis de recherche ou de la licence d'exploitation a lieu après publication au « Bulletin officiel » d'une décision de l'autorité gouvernementale chargée des mines fixant notamment les critères de réattribution prévus à l'article 20 ci-dessous et l'affichage d'un avis dans les locaux de l'administration chargée des mines faisant connaître :

- le ou les titres miniers à réattribuer et leurs coordonnées ;
- les critères de réattribution prévus à l'article 20 ci-dessous ;
- les date, heure et lieu de la séance de réattribution.

Le délai de dépôt des demandes est de trente (30) jours à compter du premier jour du deuxième mois suivant la date de publication au « Bulletin officiel » de la décision susmentionnée.

Le terrain est rendu libre à la recherche si aucune demande n'est déposée dans le délai précité.

ART. 19. – La demande de réattribution du permis de recherche et de la licence d'exploitation de mines doit être accompagnée des pièces exigées pour l'attribution du permis de recherche et de la licence d'exploitation de mines visés aux articles premier, 4 et 10 du présent décret.

ART. 20. – La réattribution du permis de recherche et de la licence d'exploitation est accordée sur la base des critères suivants :

- le programme de travaux, sa consistance et l'échéancier de sa réalisation ;
- le montant financier pour la réalisation du programme de travaux ;
- les capacités techniques et financières ;
- la proximité géographique, le cas éventuel, du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines à réattribuer par rapport au périmètre couvert par le ou les titres miniers du demandeur ;
- les emplois à créer, le cas échéant.

ART. 21. – La réattribution du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines est accordée par l'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet après avis d'une commission présidée par le représentant de l'autorité gouvernementale chargée des mines et comprenant :

- un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur ;
- un représentant du Conseil de la région concerné.

La commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne jugée compétente.

Le secrétariat de la commission est assuré par l'autorité gouvernementale chargée des mines.

L'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle à cet effet doit notifier la décision de réattribution du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines au demandeur dans un délai de trois (3) mois suivant la fin du délai de dépôt des demandes de réattribution prévu dans le deuxième alinéa de l'article 18 ci-dessus.

TITRE V

DES OBLIGATIONS RELATIVES AUX TITRES MINIER

Chapitre premier

Du programme des travaux

ART. 22. – En application des dispositions de l'article 19 de la loi précitée n° 33-13, le programme de travaux prévoit notamment la nature, l'importance et l'échelonnement de réalisation des travaux que le titulaire du titre minier concerné s'engage à réaliser.

Ledit programme doit être établi en fonction de la durée du titre minier, de l'étendue et des caractéristiques géographiques et géologiques du périmètre qu'il couvre ainsi qu'aux produits de mines recherchés ou exploités.

Il doit être accompagné d'un extrait de la carte géologique à la plus grande échelle disponible de la zone couverte par le périmètre.

Pour les titres miniers faisant l'objet d'une fusion, un programme de travaux unique peut être présenté.

Le programme de travaux à réaliser est établi selon le modèle annexé au présent décret.

Chapitre II

Du montant financier minimum et de la rémanération des services rendus au titre de l'institution et du renouvellement des titres miniers

ART. 23. – En application des dispositions de l'article 19 de la loi précitée n° 33-13, le montant financier minimum destiné à la réalisation des travaux d'exploration et de recherche est fixé comme suit :

- Autorisation d'exploration 10.000 DH/km² ;
- Autorisation d'exploration objet de renouvellement 20.000 DH/km² ;
- Permis de recherche 33.000 DH/km² ;
- Permis de recherche objet de renouvellement 66.000 DH/km² ;

Le montant financier minimum susmentionné peut faire l'objet d'une révision par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des mines.

ART. 24. – La rémunération des services rendus par l'administration chargée des mines au titre de l'institution et du renouvellement des titres miniers ainsi que celle relative aux cavités et aux haldes et terrils est fixée comme suit :

- demande de l'autorisation d'exploration : 50 DH/km² ;
- demande de renouvellement de l'autorisation d'exploration : 100 DH/km² ;
- demande de permis de recherche : 2.000 DH ;
- demande de permis de recherche des cavités : 2.000 DH ;
- demande de renouvellement de permis de recherche : 4.000 DH ;
- demande de renouvellement de permis de recherche des cavités : 2.000 DH ;
- demande de la licence d'exploitation de mines : 18.000 DH ;
- demande de l'autorisation d'exploitation des haldes et terrils : 9.000 DH ;
- demande de la licence d'exploitation des cavités : N x 1.800 DH (N étant le nombre d'années de validité de la licence d'exploitation des cavités) ;
- demande du premier renouvellement de la licence d'exploitation de mines : 34.800 DH ;
- demande du deuxième renouvellement et suivants de la licence d'exploitation de mines : 60.000 DH ;
- demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation des haldes et terrils : 9.000 DH ;
- demande de renouvellement de la licence d'exploitation des cavités : N x 1.800 DH (N étant le nombre d'années de validité de la licence d'exploitation des cavités).

Les montants de la rémunération susvisée peuvent faire l'objet d'une révision par arrêté conjoint de l'autorité gouvernementale chargée des mines et de l'autorité gouvernementale chargée des finances.

Chapitre III

De la déclaration d'ouverture des travaux, de la délimitation et du bornage du titre minier

ART. 25. – Le démarrage des travaux d'exploration, des travaux de recherche ou des travaux d'exploitation doit faire l'objet de déclaration déposée auprès de l'administration chargée des mines, contre récépissé, selon le cas, par le titulaire de l'autorisation d'exploration, du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines.

ART. 26. – Le titulaire de la licence d'exploitation de mines doit informer par écrit l'autorité gouvernementale chargée des mines, au moins un mois avant le démarrage des travaux d'exploitation, des méthodes d'exploitation qu'il compte mettre en œuvre et des mesures préconisées en matière de sécurité et de santé. Il doit en outre lui adresser dans le même délai les plans et les coupes de la mine.

A l'expiration du délai précité, si aucune observation n'a été adressée par l'autorité gouvernementale chargée des mines au titulaire de la licence d'exploitation de mines, celui-ci peut démarrer les travaux d'exploitation. Dans le cas où l'administration chargée des mines a adressé ses observations au titulaire de la licence d'exploitation de mines, ce dernier ne peut débiter les travaux d'exploitation qu'après avoir fait connaître à ladite administration les mesures projetées en vue de satisfaire aux observations de cette dernière et obtenu son accord. A défaut, l'administration chargée des mines notifie au titulaire de la licence d'exploitation de mines l'interdiction d'exécution totale ou partielle des travaux. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, aucune mesure n'est prise par le titulaire pour satisfaire aux observations de l'administration chargée des mines, la licence d'exploitation de mines peut faire l'objet de révocation.

La modification des méthodes d'exploitation, des mesures de sécurité et de santé ainsi que des plans et coupes de la mine mentionnés au premier alinéa de cet article doit être au préalable portée à la connaissance de l'administration chargée des mines. Ladite modification ne peut être mise en œuvre qu'après accord de l'administration chargée des mines.

ART. 27. – Le titulaire de la licence d'exploitation de mines est tenu d'informer, au moins un mois avant, l'autorité gouvernementale chargée des mines de toute ouverture ou reprise d'un puits, d'une galerie principale débouchant au jour ou tout autre ouvrage minier dans le périmètre couvert par ladite licence. Ledit titulaire doit fournir également à l'autorité gouvernementale chargée des mines un plan de situation de l'ouvrage minier, objet d'ouverture ou de reprise, accompagné d'une fiche indiquant les caractéristiques de l'ouvrage minier.

ART. 28. – En application des dispositions de l'article 19 de la loi précitée n° 33-13 et conformément aux dispositions de son article 53, l'administration chargée des mines peut ordonner la délimitation et le bornage du périmètre couvert par la licence d'exploitation de mines.

Si le titulaire de la licence d'exploitation de mines ne procède pas à la délimitation et au bornage du périmètre couvert par ladite licence après un délai d'un mois à compter de la date de notification de la réquisition de l'administration chargée des mines, cette dernière y procédera aux frais du titulaire.

Le titulaire de la licence d'exploitation de mines est tenu de maintenir en bon état les bornes délimitant le périmètre couvert par ladite licence.

Chapitre IV

Du plan de développement et d'exploitation de gisement

ART. 29. – En application des dispositions de l'article 19 de la loi précitée n° 33-13, le plan de développement et d'exploitation de gisement doit être établi, dans toute exploitation souterraine ou à ciel ouvert, pour chaque gîte, couche ou filon ou pour chaque tranche.

Pour les exploitations souterraines, le plan précité est dressé à l'échelle d'un (1) millimètre ou de deux (2) millimètres par mètre auquel sont jointes des coupes longitudinales et transversales établies à la même échelle. Les cotes de niveau des principaux ouvrages et la hauteur des excavations sont portées sur le plan. Les chantiers abandonnés et notamment les zones foudroyées, remblayées ou inondées sont également indiqués dans le plan ainsi que les massifs de protection laissés en place dans chaque gîte. Pour tout corps minéralisé dont l'inclinaison se rapproche de la verticale, une projection des travaux sur un plan vertical est établie à la même échelle.

Pour toute exploitation à ciel ouvert, le plan de développement et d'exploitation de gisement est dressé à l'échelle d'un (1) millimètre ou deux (2) millimètres par mètre. Ledit plan indique le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, la position des ouvrages ainsi que leur périmètre de protection et, le cas éventuel, les périmètres de protection institués en vertu de la réglementation en vigueur. Ce plan doit également indiquer les bords de la fouille, les limites de l'exploitation du gîte et les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs.

Les plans cités aux premier et deuxième alinéas du présent article doivent être actualisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux miniers. Un état de ces plans doit être remis chaque année, au plus tard à la fin du mois de mars suivant l'année écoulée, à l'administration chargée des mines par le titulaire de la licence d'exploitation de mines ou le cas échéant par l'amodiateur.

ART. 30. – Le plan de développement et d'exploitation de gisement doit indiquer :

- la morphologie et la nature du gisement ;
- les caractéristiques mécaniques et physiques de la minéralisation et de la roche encaissante ;
- la méthode d'exploitation à ciel ouvert ou souterraine ;
- les techniques d'enrichissement et/ou de valorisation du minerai extrait ;
- la capacité de production du tout-venant et du produit marchand ;
- les coûts prévisionnels ;
- le montant des investissements.

Chapitre V

Des renseignements à communiquer à l'administration

ART. 31. – En application des dispositions de l'article 63 de la loi précitée n° 33-13, les titulaires de titres miniers sont tenus de communiquer, à titre gratuit, à l'autorité gouvernementale chargée des mines, dans des formes prévues par arrêté de ladite autorité gouvernementale, tous renseignements d'ordre géologique, géophysique, géochimique, hydrologique, minier, économique et social dont ils disposent, y compris ceux qu'ils ont acquis lors des travaux d'exploration, de recherche ou d'exploitation ainsi que les renseignements statistiques sur l'activité de la mine, les produits de mines extraits et commercialisés, les programmes et budgets relatifs aux travaux et tous autres documents dont la tenue est obligatoire.

TITRE VI

DE LA COMMISSION PROVINCIALE EN CHARGE DE L'ÉVALUATION DE L'INDEMNITÉ DUE AU TITRE DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU TERRAIN

ART. 32. – En application des dispositions de l'article 69 de la loi précitée n° 33-13, la commission provinciale en charge de l'évaluation de l'indemnité due au titre de l'occupation temporaire du terrain est présidée par le représentant de l'autorité locale de la province concernée et composée des membres suivants :

- un représentant des domaines de l'Etat ;
- le receveur de l'enregistrement et du timbre ou son délégué ;
- le directeur régional de l'administration chargée des mines ou son représentant ;

- le (ou les) propriétaire(s) ou ses (leurs) ayants droit ;
- le titulaire du titre minier.

Le président de la commission provinciale peut convoquer, à titre consultatif, toute personne jugée compétente.

Le secrétariat de la commission est assuré par le directeur régional de l'administration chargée des mines ou son représentant.

ART. 33. – La commission provinciale en charge de l'évaluation de l'indemnité due au titre de l'occupation temporaire du terrain se réunit sur demande de l'autorité gouvernementale chargée des mines, chaque fois qu'il est nécessaire.

TITRE VII

DES CONDITIONS D'AGRÈMENT DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES

ART. 34. – En application des dispositions de l'article 58 de la loi précitée n° 33-13, les titulaires des titres miniers qui ne disposent pas, parmi leur personnel, de géologues diplômés ou d'ingénieurs géologues ou d'ingénieurs de mines doivent faire appel à des personnes physiques ou morales agréées par l'autorité gouvernementale chargée des mines pour l'élaboration des programmes de travaux et des documents géologiques et miniers que lesdits titulaires sont tenus de produire en application de la loi précitée n° 33-13 et des textes pris pour son application.

ART. 35. – L'agrément prévu à l'article 34 ci-dessus est délivré par l'autorité gouvernementale chargée des mines après avis de la commission d'agrément. Celle-ci est présidée par le secrétaire général de l'administration chargée des mines ou son représentant, et composée des membres suivants :

- le directeur chargé des mines,
- le directeur chargé de la géologie,
- un représentant de la fédération de l'industrie minière (FDIM).

Le secrétariat de la commission est assuré par le directeur chargé des mines.

ART. 36. – La liste des personnes physiques ou morales agréées est publiée annuellement au « Bulletin officiel », à l'initiative de l'autorité gouvernementale chargée des mines.

ART. 37. – Pour l'obtention de l'agrément, le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. Pour les personnes physiques :

a) être titulaire d'un diplôme d'ingénieur géologue ou d'un diplôme d'ingénieur des mines ou d'une licence en géologie ou d'un diplôme reconnu équivalent ;

b) justifier, après l'obtention du diplôme, d'une expérience préalable :

- soit d'au moins cinq ans dans le domaine de la géologie et des mines pour les ingénieurs géologues et les docteurs diplômés en géologie et les ingénieurs des mines ;
- soit d'au moins dix ans dans le domaine de la géologie et des mines pour les titulaires d'une licence en géologie ou d'un master en géologie ou d'un diplôme reconnu équivalent.

2. Pour les personnes morales :

a) avoir son siège au Maroc ou y élire domicile ;

b) avoir parmi son personnel au moins deux (2) employés justifiant des conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

ART. 38. – La demande d'agrément prévue à l'article 37 ci-dessus est déposée en deux (2) exemplaires, auprès de l'administration chargée des mines. Elle est accompagnée des pièces suivantes :

1. Pour les personnes physiques :

- une copie certifiée conforme de la carte d'identité nationale ;
- deux (2) photos d'identité récentes ;
- des copies certifiées conformes du ou des diplômes du demandeur prévus au premier paragraphe de l'article 37 ci-dessus ;

2. Pour les personnes morales :

- une copie certifiée conforme des statuts ;
- le procès-verbal de la dernière assemblée générale ;
- une copie certifiée conforme de la carte d'identité nationale du représentant légal de la personne morale ;
- des copies certifiées conformes des diplômes prévus au paragraphe 2 de l'article 37 ci-dessus.

ART. 39. – L'agrément est accordé pour une durée de quatre (4) ans renouvelable. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée auprès de l'administration chargée des mines, au moins trois mois avant la date d'expiration de l'agrément.

ART. 40. – La demande de renouvellement de l'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

- une fiche descriptive des travaux réalisés durant la dernière période de validité de l'agrément ;
- des attestations établies par les titulaires des titres miniers, relatives aux prestations qui leur ont été fournies par le demandeur du renouvellement.

ART. 41. – L'autorité gouvernementale chargée des mines notifie sa décision au demandeur de l'agrément ou du renouvellement de ce dernier dans un délai de deux (2) mois à compter de la date du dépôt de la demande.

ART. 42. – La personne physique ou morale agréée doit communiquer, à l'administration chargée des mines, annuellement, avant la fin du mois de mars, la liste des prestations réalisées au cours de l'année écoulée, accompagnée des noms des titulaires des titres miniers pour lesquels lesdites prestations ont été exécutées.

ART. 43. – L'agrément des personnes physiques ou morales, peut être suspendu pour une période de six mois, notamment lorsque :

- les programmes de travaux et les documents géologiques et miniers élaborés par la personne agréée ne reflètent pas manifestement la nature et les caractéristiques géologiques et minières du terrain couvert par le titre minier ;
- la liste des prestations réalisées mentionnée dans l'article 42 ci-dessus, n'a pas été communiquée à l'administration chargée des mines dans le délai requis.

ART. 44. – L'agrément de la personne physique ou morale peut être révoqué notamment dans les cas suivants :

- les documents fournis pour l'inscription sont faux ou falsifiés ;
- la suspension plus de deux fois de l'agrément ;

– l'élaboration de programmes de travaux ou de documents géologiques et miniers par la personne agréée pendant la période de suspension de l'agrément ;

– la signature par la personne agréée de programmes de travaux et de documents géologiques et miniers qu'elle n'a pas réalisés.

TITRE VIII

DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ART. 45. – Le terme « administration » prévu aux articles 5, 13, 15, 30, 69, 70, 71, 74, 94, 96, 97, 98, 101 et 102 de la loi précitée n° 33-13 désigne l'autorité gouvernementale chargée des mines ou la personne déléguée par elle.

ART. 46. – Sont abrogés à compter de la date de la publication du présent décret au « Bulletin officiel » :

- le décret n° 2-57-1647 du 24 joumada I 1377 (17 décembre 1957) fixant certaines règles d'application des dispositions du dahir du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier au Maroc, relatives aux taxes d'institution ou de renouvellement des titres miniers, à la taxe annuelle des concessions, ainsi qu'aux obligations de travaux à la charge des concessionnaires et des permissionnaires de recherche ou d'exploitation des mines, tel qu'il a été complété ;

- le décret n° 2-65-249 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) relatif à la composition et au fonctionnement du comité consultatif des mines ;

- l'arrêté viziriel du 21 avril 1951 fixant les conditions de dépôt et d'enregistrement des demandes de permis de recherche, tel qu'il a été modifié.

ART. 47. – Le ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 16 rabii I 1437 (30 décembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'énergie, des mines,
de l'eau et de l'environnement,*

ABDELKADER AMARA.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

*

* *

TEXTES GENERAUX

Dahir n° 1-15-76 du 14 ramadan 1436 (1^{er} juillet 2015) portant promulgation de la loi n°33-13 relative aux mines

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes puisse-Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 33-13 relative aux mines, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Casablanca, le 14 ramadan 1436 (1^{er} juillet 2015).

Pour contresigner :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
* *

**Loi n° 33-13
relative aux mines**

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre premier

Définitions et champ d'application

Article premier

Au sens de la présente loi et des textes pris pour son application, on entend par :

Gîte naturel : toute concentration naturelle de substances minérales dans une zone déterminée de l'écorce terrestre ;

Gisement : tout gîte naturel de substances minérales économiquement exploitable ;

Substances minérales : les substances naturelles solides, liquides ou gazeuses ainsi que les substances organiques fossilisées, à l'exception de l'eau, sauf les eaux salées souterraines ;

Produits de mines : substances minérales exploitées sous le régime des mines y compris les haldes et terrils ;

Halides et terrils : masses constituées de rejets et déchets de produits de mines, provenant des opérations d'extraction et/ou de traitement et/ou de valorisation de produits de mines ;

Titre minier : autorisation d'exploration, permis de recherche ou licence d'exploitation dont la détention préalable par le titulaire permet respectivement l'exploration, la recherche ou l'exploitation de produits de mines ;

Cession : tout changement de titulaire d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation par un acte de cession ou de transmission par décès ;

Amodiation : location d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation par un acte conclu entre le titulaire dudit permis ou de ladite licence et une tierce personne, dénommée amodiatrice ;

Exploration minière : travaux de géologie, de géochimie et de géophysique, d'évaluation par excavation, sondage et forage d'exploration, exécutés au sol et/ou dans l'eau, ou par des méthodes aériennes, dans le but d'identifier des sites ou des zones à potentiel minier pouvant donner lieu à la délivrance d'un permis de recherche. L'exploration minière ne peut s'étendre aux travaux miniers ;

Travaux miniers : travaux réalisés en vue de l'extraction et l'exploitation de produits de mines et comportant notamment ceux relatifs aux tranchées, aux accès, aux galeries, aux puits et aux ouvrages miniers souterrains ou en surface ;

Recherche minière : études et travaux relatifs à la géologie, à la géochimie, à la géophysique et à la recherche ainsi que les essais d'extraction et de traitement visant la délimitation des gisements des ressources minérales considérées comme « mines » et leur reconnaissance, la détermination de leur morphologie, leur réserve, leur nature et la possibilité de leur exploitation et leur traitement ;

Exploitation minière : études et travaux concernant l'extraction des produits de mines, leur traitement, leur valorisation et leur commercialisation ;

Cavités : formations souterraines, naturelles ou artificielles, présentant les caractéristiques requises pour constituer des réservoirs pouvant être utilisées aux fins de stockage de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux, ou tout autre produit à usage industriel ;

Réattribution : acte administratif consistant à octroyer un permis de recherche ou une licence d'exploitation de mines ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une renonciation ;

Spécimens minéralogiques : ensemble d'espèces minérales naturelles sous forme de solide cristallin destiné à l'usage ornemental et/ou décoratif ou ayant une valeur esthétique ou un caractère scientifique ;

Fossiles : corps, fragments, débris ou empreintes de tout corps animal ou végétal conservés naturellement dans les roches et les dépôts de l'écorce terrestre ;

Météorites : corps, fragments, débris rocheux ou métallifères provenant de l'espace et atteignant la terre.

Article 2

Les gîtes naturels renfermés dans le sein de la terre ou existant à la surface ou dans la zone maritime sont classés, relativement à leur régime légal, en mines et carrières.

Sont considérés comme mines, les gîtes naturels exploités à ciel ouvert ou en souterrain et contenant notamment :

- des combustibles solides fossiles, du graphite ainsi que des schistes bitumineux, calcaires bitumineux et sables bitumineux ;
- des substances métalliques ;
- des roches et minéraux industriels ;
- des phosphates ;
- des substances radioactives ou non radioactives pouvant être utilisées en énergie atomique ;
- des roches ornementales et pierres précieuses ;
- du gaz carbonique ;
- des haldes et terrils ;
- des eaux salées souterraines.

Sont également considérés comme mines, les gîtes renfermés dans le sein de la terre dont on peut extraire de l'énergie sous forme thermique, notamment par l'intermédiaire des eaux chaudes et vapeurs souterraines qu'ils contiennent, dits gîtes géothermiques.

Les modalités d'exécution des forages et du prélèvement du débit calorifique ainsi que les techniques d'extraction et d'utilisation des fluides calorifères, entrepris dans ces gîtes, sont fixées par voie réglementaire.

Ne sont pas considérés comme mines les substances minérales utilisables comme matériaux de génie civil ou de construction, notamment les sables et les argiles destinés au génie civil et à la construction, les calcaires destinés à la pierre à bâtir ou à la gravette, les marbres et granites destinés au revêtement, ainsi que le ghassoul et les argiles destinées à la poterie, qui sont considérées comme carrières.

Article 3

Les mines font partie du domaine public de l'Etat.

Sous réserve des conventions internationales dûment ratifiées par le Royaume du Maroc et des dispositions de l'article 5 ci-après, les activités d'exploration, de recherche et d'exploitation de produits de mines sont effectuées en vertu d'un titre minier délivré conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Le permis de recherche et la licence d'exploitation de mines constituent des droits immobiliers, de durée limitée et distincts de la propriété du sol.

Chapitre 2

Des principes généraux

Article 4

Pour bénéficier d'une autorisation d'exploration, d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation, le demandeur doit déposer auprès de l'administration un dossier justifiant de capacités techniques et financières appropriées dont le contenu est défini par voie réglementaire.

Article 5

L'administration peut, sous réserve des droits acquis, fixer des périmètres dans lesquels le droit d'explorer, de rechercher et d'exploiter les produits de mines est réservé à l'Etat.

Article 6

Les titres miniers attribués en vertu des dispositions de la présente loi, ne dispensent pas leurs titulaires de l'obligation de disposer des autorisations exigées par d'autres textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

Article 7

L'exploration, la recherche et l'exploitation des produits de mines sont considérées comme des actes de commerce et ce, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Article 8

La preuve par écrit est seule admise en matière de droit minier.

Chapitre 3

Des dispositions communes aux titres miniers

Article 9

Tout permis de recherche ou licence d'exploitation donne lieu à l'établissement, par le conservateur de la propriété foncière, d'un titre spécial aux frais du titulaire.

Le titre spécial, établi par le conservateur de la propriété foncière, confère à son titulaire le bénéfice des dispositions prévues par la législation relative à l'immatriculation foncière.

Article 10

En cas de transformation d'un ou de plusieurs permis de recherche en licence d'exploitation de mines, les droits réels inscrits sur le titre spécial afférant au ou aux permis de recherche sont reportés sur le titre spécial afférant à la licence d'exploitation des mines attribuée. Le Conservateur de la propriété foncière annule le ou les titres spéciaux délivrés pour le ou les permis de recherche dont découle la licence d'exploitation des mines attribuée.

Article 11

Toute cession ou amodiation d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation, ayant obtenu l'autorisation de l'administration, est inscrite sur le titre spécial par le conservateur de la propriété foncière, aux frais du bénéficiaire.

Article 12

Les titres miniers s'étendent à tous les produits de mines pouvant exister en surface ou à toute profondeur et dans tout le périmètre couvert par le titre minier concerné.

Article 13

En cas de litige sur les limites ou la consistance des titres miniers, l'administration peut, à la demande des titulaires des titres miniers et à leurs frais, procéder à la détermination des limites et de la consistance desdits titres.

La détermination par l'Administration des limites et de la consistance des titres miniers ne fait pas obstacle au droit de recours de la partie lésée auprès du tribunal compétent.

Article 14

Le permis de recherche et la licence d'exploitation sont cessibles et amodiables.

Le cessionnaire et l'amodiateur doivent satisfaire les mêmes conditions exigées par les dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application pour l'octroi d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation de mines.

Le partage du périmètre du permis de recherche et de la licence d'exploitation de mines est interdit.

Sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessous, les cessions et amodiations des permis de recherche et des licences d'exploitation doivent porter sur la totalité du périmètre du titre minier concerné.

Les cessions et amodiations des permis de recherche et des licences d'exploitation sont autorisées par l'administration, selon les modalités fixées par voie réglementaire.

Article 15

Le titulaire d'une licence d'exploitation de mines peut amodier, après autorisation de l'administration, à titre accessoire, l'exploitation d'un ou plusieurs produits de mines à l'intérieur du périmètre couvert par ladite licence.

Article 16

Le titulaire d'un permis de recherche ou d'une licence d'exploitation de mines qui renonce à son titre, est tenu de justifier, dans la demande de renonciation, de la non existence ou de l'extinction de droits inscrits sur le titre spécial afférant au titre minier concerné.

Article 17

La renonciation à l'autorisation d'exploration, au permis de recherche et à la licence d'exploitation prend effet à compter de la date de notification de l'accord de l'administration.

Article 18

Les modalités d'attribution, de renouvellement, de transformation, de cession, d'amodiation, de renonciation, de révocation et de réattribution des titres miniers ainsi que les délais pour y statuer sont fixées par voie réglementaire.

Article 19

Les règles et les mesures relatives notamment au programme de travaux à réaliser durant chaque période de validité du titre minier, le montant financier minimum destiné à la réalisation desdits travaux, les modalités relatives à la déclaration d'ouverture des travaux à l'administration, la délimitation et le bornage du titre minier et le plan de développement et d'exploitation de gisement dans le cas de la licence d'exploitation sont fixées par voie réglementaire.

TITRE II

DE L'AUTORISATION D'EXPLORATION ET DU PERMIS DE RECHERCHE

Chapitre premier

De l'autorisation d'exploration

Article 20

Les travaux d'exploration sont subordonnés à l'obtention d'une autorisation d'exploration délivrée par l'administration.

Article 21

Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploration doit être une personne morale.

Article 22

L'autorisation d'exploration confère à son titulaire le droit exclusif d'exploration dans la zone concernée.

Elle doit obligatoirement porter sur une superficie continue.

L'autorisation d'exploration confère à son titulaire le droit exclusif pour l'obtention d'un ou de plusieurs permis de recherche à l'intérieur de ladite zone et pour l'ensemble des produits de mines, à condition d'en présenter la demande pendant la durée de validité de l'autorisation d'exploration.

Article 23

L'autorisation d'exploration peut porter sur des périmètres couverts ou non par un permis de recherche ou une licence d'exploitation.

Dans le cas où l'autorisation d'exploration porte sur des périmètres couverts par un permis de recherche ou une licence d'exploitation, les droits du titulaire de ce permis de recherche ou de cette licence d'exploitation de mines demeurent intégralement réservés et prévalent sur ceux du bénéficiaire de l'autorisation d'exploration.

Article 24

La superficie couverte par une autorisation d'exploration ne peut être inférieure à cent kilomètres carrés et supérieure à six cents kilomètres carrés. La fixation de la superficie est tributaire du programme d'exploration et des investissements à réaliser par le demandeur de l'autorisation d'exploration.

Nul ne peut détenir simultanément plus de quatre autorisations d'exploration.

Article 25

L'octroi de l'autorisation d'exploration est subordonné à la conclusion préalable d'une convention avec l'administration, qui fixe notamment, la nature des travaux d'exploration envisagés, les moyens techniques à mettre en œuvre et les investissements programmés.

L'autorisation d'exploration fixe, notamment, le périmètre qu'elle couvre, sa superficie et sa durée de validité.

Article 26

L'autorisation d'exploration est accordée pour une durée de deux années. Elle est renouvelable une seule fois pour une période d'une année lorsqu'il s'avère, au vu des résultats obtenus et des investissements programmés qu'un complément d'exploration est nécessaire.

Article 27

L'autorisation d'exploration constitue un bien meuble et ne peut pas faire l'objet de gage, de nantissement ou de quelque autre garantie. Elle n'est ni cessible ni amodiable.

Article 28

Les travaux d'exploration doivent être engagés dans les trois mois suivant la date de délivrance de l'autorisation et être poursuivis régulièrement conformément au programme de travaux fixé dans la convention visée à l'article 25 ci-dessus.

Article 29

Le titulaire de l'autorisation d'exploration adresse à l'administration à des périodes fixées par la convention prévue à l'article 25 ci-dessus, sans être supérieures à douze mois, un rapport indiquant les résultats des travaux d'exploration et les informations susceptibles d'apporter une meilleure connaissance de la zone explorée, notamment l'analyse sommaire de l'état du site d'exploration et de son environnement.

Article 30

L'autorisation d'exploration peut faire l'objet de révocation par l'administration en cas de non-respect des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application ou des termes de la convention visée à l'article 25 ci-dessus.

Les terrains couverts par une autorisation d'exploration ayant expiré ou ayant fait l'objet d'une renonciation, sont rendus libres respectivement à compter de la date d'expiration et de la notification de l'accord de l'administration.

Lorsque l'autorisation d'exploration a fait l'objet d'une révocation, les terrains couverts par cette autorisation sont rendus libres, à l'expiration d'un délai de soixante jours, à compter de la date de notification de la décision de révocation de l'autorisation.

Chapitre 2

Du permis de recherche

Article 31

Les travaux de recherche de produits de mines sont subordonnés à l'obtention d'un permis de recherche délivré par l'administration.

Article 32

Le bénéficiaire du permis de recherche doit être une personne morale.

Article 33

La demande de permis de recherche ne peut pas porter sur des périmètres couverts par des autorisations d'exploration, des permis de recherche, des licences d'exploitation de mines ou des périmètres visés à l'article 5 ci-dessus.

Article 34

Sous réserve de l'article 44 ci-dessous et sauf dans le cas où le demandeur du permis de recherche dispose du droit exclusif pour l'obtention de permis de recherche prévu à l'article 22 ci-dessus, le permis de recherche est attribué à la priorité de la demande.

Article 35

Le permis de recherche confère à son titulaire dans les conditions prévues par la présente loi, le droit exclusif de rechercher les produits de mines contenus dans le périmètre couvert par ce permis, et ce notamment par des études et travaux géologiques, géochimiques et géophysiques, sondages et travaux miniers, aux fins de déterminer l'existence d'un gisement.

Article 36

Le permis de recherche porte sur un périmètre de forme carrée, dont les côtés sont orientés suivant les directions Lambert Nord-Sud et Est-Ouest et mesurant chacun quatre kilomètres ; le périmètre demandé étant rattaché à un point-pivot.

Le permis de recherche fixe, notamment, le périmètre qu'il couvre et sa période de validité.

Article 37

Le permis de recherche est accordé pour une période de trois ans renouvelable une seule fois pour une période de quatre ans.

Le renouvellement du permis de recherche est subordonné à la réalisation du programme de travaux et des dépenses y afférentes visées à l'article 19 ci-dessus.

La demande de renouvellement est assortie de la présentation du programme de travaux à réaliser et du montant financier alloués à ces travaux.

Article 38

Le titulaire du permis de recherche est tenu de :

- rechercher et reconnaître les gîtes qui se trouvent à l'intérieur du périmètre de son permis ;
- présenter dans un délai de six (6) mois suivant l'attribution de son permis, le programme de travaux et le montant financier y afférant, tels que visés à l'article 19 ci-dessus ;
- fournir à l'Administration tout renseignement, document ou étude de tout ordre relatifs aux travaux de recherche ;
- commencer les travaux dans les douze (12) mois suivant l'attribution du permis de recherche ;
- fournir régulièrement l'état d'avancement de son programme de travaux selon un modèle et une périodicité fixés par voie réglementaire.

Pour un groupe de permis institués à la même date, dont les périmètres sont contigus et détenus par le même titulaire, un seul programme de travaux peut être fourni.

Article 39

Le titulaire du permis de recherche réalise, dans la zone qui lui est attribuée, les installations et les travaux qu'il juge utiles à la reconnaissance, aux travaux de recherche et à l'étude des gîtes.

Article 40

Par dérogation aux dispositions de l'article 36 et de l'article 37 ci-dessus, le titulaire de plusieurs permis de recherche contigus ayant ou non la même durée de validité peut en demander la fusion, sous réserve de présenter un programme de travaux de recherche et les investissements programmés y afférant qu'il s'engage à réaliser.

Ce nouveau permis se substitue aux permis de recherche contigus, objet de la fusion. Les droits et obligations nés ou inscrits sur les permis objet de la fusion sont reportés sur le nouveau permis.

L'acte d'octroi du nouveau permis de recherche conserve la durée de validité des permis de recherche dont il découle.

Au cas où les permis de recherche contigus n'ont pas la même durée de validité, c'est l'échéance du dernier permis de recherche qui sera prise en considération.

Article 41

Le titulaire du permis de recherche peut demander l'octroi, à l'intérieur du périmètre de son permis, d'une licence d'exploitation de mines à n'importe quel moment de la durée de validité du permis de recherche.

Article 42

Toute découverte de gisement, à l'intérieur du périmètre d'un permis de recherche, confère au titulaire de ce permis le droit exclusif de la demande de la licence d'exploitation de mines portant sur le périmètre de ladite découverte, à condition que la demande soit déposée avant l'expiration de la durée de validité dudit permis.

L'octroi de la licence d'exploitation de mines entraîne la révocation du permis de recherche pour le périmètre concerné par la licence d'exploitation de mines. Pour la partie du périmètre du permis de recherche non couverte par la licence d'exploitation de mines, un nouveau permis de recherche est attribué par l'administration. Ce nouveau permis conserve la durée de validité du permis de recherche initial.

Pendant la période de validité du permis de recherche initial, le droit exclusif du titulaire du permis de recherche d'effectuer tous travaux de recherche à l'intérieur du périmètre de la licence d'exploitation de mines est maintenu.

Article 43

Les terrains couverts par un permis de recherche ayant fait l'objet d'une demande de renonciation, sont rendus libres à compter de la date de notification de l'accord de l'administration.

En cas de révocation du permis de recherche, pour quelque raison que ce soit, les terrains couverts par ledit permis sont rendus libres, à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date de notification de la révocation.

Article 44

En cas de révocation d'un permis de recherche ou de refus de la demande de transformation de ce dernier en licence d'exploitation, la réattribution d'un permis de recherche sur le périmètre couvert par le permis de recherche révoqué ou sur celui couvert par le permis de recherche dont la demande de transformation en licence d'exploitation a été refusée s'effectue sur la base de la concurrence, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

TITRE III

DE LA LICENCE D'EXPLOITATION DE MINES

Article 45

Les travaux d'exploitation de produits de mines sont subordonnés à l'obtention d'une licence d'exploitation de mines délivrée par l'administration.

Article 46

Le bénéficiaire d'une licence d'exploitation de mines doit être une personne morale de droit marocain.

Article 47

La licence d'exploitation de mines confère à son titulaire le droit exclusif d'extraction et/ou de mise en valeur de produits de mines à partir d'un gisement en vue de l'obtention de produits de mines marchands, et notamment par des études, des travaux préparatoires, des travaux d'exploitation et/ou des opérations d'enrichissement et/ou de valorisation de ces produits, ainsi que la réalisation des infrastructures nécessaires à ces travaux.

Article 48

La licence d'exploitation de mines découle d'un ou de plusieurs permis de recherche contigus et détenus par le même titulaire. Elle ne peut être attribuée qu'au titulaire ayant démontré l'existence d'un ou de plusieurs gisements dans le périmètre couvert par son ou ses permis de recherche.

La superficie de la licence d'exploitation de mines est fixée, à la demande du titulaire du ou des permis de recherche, en fonction de l'étendue du gisement découvert. Elle ne peut dépasser celle du ou des permis de recherche dont elle découle et ne peut être inférieure à un kilomètre carré.

Article 49

La licence d'exploitation de mines porte sur un périmètre dont les côtés sont orientés suivant les directions Lambert Nord-Sud et Est-Ouest. Elle fixe, notamment, son périmètre, sa superficie et sa période de validité.

Article 50

La licence d'exploitation de mines est accordée pour une durée de dix ans. Elle est renouvelable par périodes successives de dix ans jusqu'à épuisement des réserves.

Article 51

Les droits réels immobiliers créés par la licence d'exploitation de mines, au profit de son titulaire, sont susceptibles d'hypothèque et les privilèges sur les immeubles s'exercent sur eux. Le titulaire de la licence d'exploitation de mines est tenu de mettre à jour le titre spécial de sa licence d'exploitation de mines auprès du Conservateur de la propriété foncière.

Les bâtiments, ouvrages et installations indispensables à la marche de l'exploitation constituent des dépendances immobilières de ladite licence.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux droits réels immobiliers créés par un titre minier situé sur des terrains relevant du droit habous.

Article 52

Le titulaire de la licence d'exploitation de mines est tenu d'appliquer à l'exploitation des gisements, les méthodes rationnelles d'exploitation, compte tenu des conditions économiques et des règlements applicables, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement.

Article 53

Le titulaire de la licence d'exploitation de mines est tenu de borner le périmètre de son titre minier à la première réquisition de l'administration. Passé le délai d'un mois et si le titulaire n'a pas procédé au bornage, l'administration y procédera aux frais du titulaire. Dans le cas de licences d'exploitation de mines contigus, les frais de bornage sont supportés, à parts égales, par les titulaires ou amodiataires desdites licences.

Les propriétaires des terrains couverts par la licence d'exploitation de mines ne peuvent pas s'opposer aux opérations de bornage, moyennant réparation des préjudices éventuels.

Article 54

En cas de révocation de la licence d'exploitation de mines, la réattribution d'une nouvelle licence sur le périmètre couvert par la licence d'exploitation de mines révoquée, s'effectue sur la base de la concurrence, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 55

Le titulaire de la licence d'exploitation de mines révoquée dispose, pendant un délai de six mois à compter de la date de notification de la décision de révocation, du droit d'enlèvement des stocks de produits de mines extraits ou marchands, disponibles sur le périmètre concerné. Passé ce délai, l'intéressé ne peut prétendre à aucun droit sur ces stocks, qui deviennent partie intégrante du gisement.

TITRE IV

DES DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITULAIRES DE TITRES MINIER

Chapitre premier

Des obligations relatives à l'exploration, à la recherche et à l'exploitation

Article 56

Le titulaire du titre minier est tenu d'entreprendre les activités d'exploration, de recherche et d'exploitation, en se conformant à la législation et réglementation en vigueur en matière de santé, d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement ainsi qu'à celles applicables aux mines.

Article 57

Le titulaire du titre minier prend, en cas d'incidents du fait de son activité, les mesures immédiates nécessaires à la protection des vies humaines et de l'environnement.

Il est tenu de contracter une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile.

Article 58

Le titulaire du titre minier est tenu d'élaborer les programmes de travaux et les documents géologiques et miniers prévus par la présente loi et les textes pris pour son application, par des personnes relevant de son personnel et justifiant de qualifications et de l'expérience professionnelle requises en matière géologique et minière ou par des personnes physiques ou morales agréées à cet effet par l'administration, selon les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 59

Le titulaire de la licence d'exploitation de mines est tenu d'élaborer l'étude d'impact sur l'environnement et de présenter l'acceptabilité environnementale, conformément à la législation et réglementation en vigueur.

Article 60

Le titulaire de la licence d'exploitation de mines prend les mesures nécessaires pour assurer la conservation du ou des gisement(s).

Il doit élaborer un plan d'abandon dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 61

L'administration peut prescrire au titulaire du titre minier toute mesure destinée à assurer :

- la protection de la santé du personnel, l'hygiène, la sécurité et la salubrité publique ;
- la protection des biens culturels, archéologiques et monuments classés conformément à la législation et réglementation relative à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité.

En cas de non-respect des prescriptions édictées, l'administration procède, le cas échéant, à l'exécution desdites prescriptions, aux frais du titulaire du titre minier.

Article 62

Le titulaire du titre minier est responsable des dommages causés aux tiers par son activité.

Article 63

Les titulaires de titres miniers sont tenus de communiquer, à titre gratuit, à l'administration, dans des formes prévues par voie réglementaire, tous renseignements d'ordre géologique, géophysique, géochimique, hydrologique, minier, économique et social dont ils disposent, y compris ceux qu'ils ont acquis lors des travaux d'exploration, de recherche ou d'exploitation.

Les titulaires de titres miniers sont tenus également de communiquer à l'administration, selon les modalités fixées par voie réglementaire les renseignements statistiques sur l'activité de la mine, les produits de mines extraits et commercialisés, les programmes et budgets relatifs aux travaux, ainsi que tous autres documents dont la tenue est obligatoire.

Ces renseignements ne peuvent être rendus publics ou communiqués aux tiers par l'administration, sans le consentement préalable et écrit des titulaires des titres miniers, à l'exception des états statistiques globaux, des rapports sur la géologie générale et de l'inventaire des ressources hydrauliques établis sur la base des renseignements communiqués. Dans tous les cas, ces renseignements deviennent propriété de l'administration après expiration de la durée de validité du titre minier.

Article 64

Les titulaires de titres miniers sont tenus d'informer l'administration compétente des lieux des monuments archéologiques et historiques découverts lors de l'exécution des travaux de recherche ou d'exploitation et de veiller à leur conservation, conformément à la législation et la

réglementation relative à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité.

Chapitre 2

Des rapports des titulaires de titres miniers avec les propriétaires du sol et entre eux

Article 65

Les terrains destinés à la recherche et à l'exploitation des produits de mines peuvent faire l'objet de location ou de cession. Dans l'acte de location du terrain destiné à la recherche ou à l'exploitation de produits de mines, mention doit être faite de l'usage réservé audit terrain.

Article 66

Les travaux de recherche ou d'exploitation de produits de mines ne peuvent être entrepris à une distance minimale de cinquante (50) mètres de tout édifice ou ouvrage, notamment des propriétés clôturées de murs ou d'un dispositif équivalent, villages, groupes d'habitations, puits, édifices religieux, lieux de sépulture ou considérés comme sacrés, voies de communication, conduites d'eau ou d'hydrocarbures, forages d'eau ou d'hydrocarbures et, généralement, de tous travaux d'utilité publique et ouvrage d'art, sauf, selon le cas, autorisation préalable délivrée par le gestionnaire du domaine en question ou accord du propriétaire concerné.

Article 67

Des périmètres de protection particuliers peuvent être établis par l'administration pour des raisons d'intérêt général.

A l'intérieur de ces périmètres, les travaux de recherche ou d'exploitation de produits de mines peuvent être entrepris, le cas échéant, selon les conditions fixées par l'administration.

Article 68

Le titulaire ou l'amodataire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation dispose du droit d'effectuer les travaux et d'établir les installations nécessaires à la recherche ou à l'exploitation des produits de mines à l'intérieur du périmètre dudit permis ou de ladite licence.

A cette fin, le titulaire ou l'amodataire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines est autorisé à procéder aux aménagements nécessaires pour permettre, notamment, l'accès aux zones de recherche ou d'exploitation, l'approvisionnement en eau et en électricité et la construction de la voirie et de bâtiments.

Article 69

A défaut d'accord avec le propriétaire du terrain, le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines peut être autorisé par l'administration à occuper temporairement le terrain situé à l'intérieur du périmètre concerné et, le cas éventuel, à l'extérieur de celui-ci pour les besoins de l'activité minière.

L'indemnité due au titre de l'occupation temporaire du terrain est fixée d'un commun accord entre le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines et le propriétaire du terrain. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité, celui-ci est fixé par une commission provinciale en tenant compte notamment de la situation de la parcelle du terrain et de la valeur locative usuelle dans la zone en ce qui

concerne la recherche et l'exploitation des produits de mines. La composition et le fonctionnement de ladite commission sont déterminés par voie réglementaire. A défaut d'accord sur le montant de l'indemnité fixé par la commission provinciale, ce dernier est fixé par le tribunal compétent. La décision du tribunal est exécutoire nonobstant toute voie de recours.

Le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines est autorisé à occuper le terrain, dès la consignation du montant de l'indemnité fixé par la commission provinciale au greffe du tribunal compétent.

Article 70

L'autorisation d'occupation du terrain nécessaire à la recherche ou à l'exploitation de produits de mines indique notamment la surface sur laquelle elle porte et la durée probable de l'occupation.

L'autorisation d'occupation temporaire du terrain fait l'objet au préalable d'une reconnaissance des lieux, contradictoirement entre le propriétaire du terrain et le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation.

L'acte d'autorisation est notifié par l'administration au propriétaire du terrain.

Article 71

A l'exception des terrains relevant des biens immobiliers des collectivités ethniques, lorsque le propriétaire présumé du terrain ne produit pas l'acte de propriété ou si l'acte produit n'est pas régulier, l'occupation temporaire peut avoir lieu avant même que le litige ne soit tranché par le tribunal compétent et dès que le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation aura consigné au greffe du tribunal, au nom du propriétaire présumé désigné dans l'autorisation visée à l'article 70 ci-dessus, le montant de la première indemnité annuelle fixé par la commission provinciale visée à l'article 69 ci-dessus.

Dans ce cas, l'administration procède à l'affichage d'un avis dans les bureaux de la commune du ressort, faisant connaître le terrain occupé, le nom du propriétaire présumé et le montant de l'indemnité. Si dans le délai d'un an à compter de la date de publication de l'avis susvisé, aucune opposition n'est survenue, l'indemnité est versée par le greffier au propriétaire présumé. Au cas où le véritable propriétaire produit l'acte de propriété au cours de ce délai, l'indemnité consignée lui est payée.

En cas d'opposition, l'indemnité déposée au titre de chaque année d'occupation demeure consignée jusqu'à ce qu'une décision judiciaire ait déterminé le véritable bénéficiaire de cette indemnité.

Article 72

Lorsque l'occupation temporaire du terrain dure plus de cinq ans ou que le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était affecté auparavant, le propriétaire du terrain peut obliger le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation à acquérir le terrain à un prix consenti à l'amiable. En cas de désaccord sur le prix d'acquisition, celui-ci est fixé par la commission provinciale visée à l'article 69 ci-dessus. A défaut d'accord sur le prix fixé par la commission provinciale, celui-ci est fixé par le tribunal compétent.

A l'expiration de la durée de l'occupation temporaire et en cas de dommage causé au terrain, objet de l'occupation

temporaire, le propriétaire dudit terrain peut demander le paiement d'une indemnité fixée d'un commun accord avec le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation. A défaut, celle-ci est fixée par la commission provinciale visée à l'article 69 ci-dessus. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité fixée par la commission provinciale, celui-ci est fixé par le tribunal compétent.

Article 73

Sous réserve des dispositions de l'article 72 ci-dessus, le droit d'occupation temporaire du terrain s'exerce tant que le permis de recherche ou la licence d'exploitation est en vigueur.

Article 74

Le titulaire du permis de recherche ou de la licence d'exploitation de mines peut être autorisé par l'administration en cas de nécessité à utiliser les pistes, routes et chemins de fer établis par le titulaire d'un autre permis de recherche ou d'une autre licence d'exploitation de mines, moyennant le paiement à ce dernier d'une indemnité, le cas échéant, fixée d'un commun accord ou à défaut, par le tribunal compétent.

TITRE V

DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION DES HALDES ET TERRILS

Article 75

L'exploitation des haldes et terrils est subordonnée à l'obtention d'une autorisation délivrée par l'administration.

Les titulaires de la licence d'exploitation de mines qui exploitent les haldes et terrils provenant de leur activité sont dispensés de l'obtention de l'autorisation des haldes et terrils.

En cas d'existence de haldes et terrils sur le périmètre d'un permis de recherche, le titulaire dudit permis ne peut procéder à l'exploitation de ces produits qu'après la transformation de son permis de recherche en licence d'exploitation de mines.

Article 76

Sous réserve des dispositions des conventions internationales dûment ratifiées par le Royaume du Maroc, le bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation des haldes et terrils doit être une personne morale de droit marocain ou une coopérative minière.

Article 77

L'autorisation d'exploitation des haldes et terrils est attribuée pour une zone déterminée, dont la superficie ne peut dépasser un kilomètre carré pour enrichir et/ou valoriser ces produits. Les côtés du périmètre couvert par ladite autorisation sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest.

Article 78

L'autorisation d'exploitation des haldes et terrils confère à son titulaire, le droit d'enrichir et/ou de valoriser les haldes et terrils existant dans le périmètre couvert par ladite autorisation. Celle-ci ne peut pas porter sur des terrains couverts par un titre minier.

Article 79

L'autorisation d'exploitation des haldes et terrils est accordée pour une durée maximale de cinq ans. Elle est

renouvelable une seule fois pour la même durée. Elle n'est ni cessible ni amodiable.

Article 80

L'autorisation d'exploitation des haldes et terrils est accordée après accord du propriétaire du terrain concerné. Elle fixe notamment le périmètre qu'elle couvre, sa superficie et sa durée de validité.

Article 81

En cas de révocation d'une autorisation d'exploitation des haldes et terrils, les haldes et terrils restant dans la zone couverte par l'autorisation d'exploitation des haldes et terrils révoquée sont rendus libres à l'exploitation, à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date de notification de la révocation.

Article 82

Les modalités d'attribution, de renouvellement, de renonciation, de révocation et de réattribution de l'autorisation d'exploitation des haldes et terrils sont fixées par voie réglementaire.

Article 83

L'autorisation d'exploitation des haldes et terrils est soumise aux dispositions des articles 4, 6, 7, 8, 17, 34, 53, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104 et 109 de la présente loi.

TITRE VI

DU PERMIS DE RECHERCHE DES CAVITES ET DE LA LICENCE D'EXPLOITATION DES CAVITES

Article 84

La recherche de cavités consiste à entreprendre des opérations visant la découverte de cavités.

L'exploitation de cavités comprend toutes les opérations qui s'y rapportent, dont notamment leur création, l'aménagement de leur site, l'emmagasinage et l'extraction des produits stockés, leur fonctionnement et leur entretien ainsi que l'établissement des voies d'accès souterraines ou en surface.

Article 85

La recherche de cavités est subordonnée à l'obtention d'un permis de recherche de cavités délivré par l'administration, pour une durée ne dépassant pas trois ans.

Le permis de recherche de cavités est renouvelable une seule fois pour une période maximale de deux ans.

Article 86

L'exploitation de cavités est subordonnée à l'obtention d'une licence d'exploitation de cavités délivrée par l'administration, dont le périmètre et la durée de validité sont fixés dans ladite licence.

La licence d'exploitation de cavités ne peut être attribuée qu'au titulaire d'un permis de recherche de cavités ayant démontré l'existence d'une ou de plusieurs cavités à l'intérieur du périmètre couvert par ledit permis.

Article 87

Sous réserve des dispositions des conventions internationales dûment ratifiées par le Royaume du Maroc, le bénéficiaire du permis de recherche de cavités ou de la licence d'exploitation de cavités doit être une personne morale de droit marocain.

Article 88

Le demandeur du permis de recherche de cavités ou de la licence d'exploitation de cavités doit déposer auprès de l'administration un dossier justifiant de capacités techniques et financières, dont le contenu est fixé par voie réglementaire.

Article 89

Le permis de recherche de cavités et la licence d'exploitation de cavités confèrent à leurs titulaires dans les conditions prévues par la présente loi, le droit exclusif d'entreprendre, selon le cas, les activités visées à l'article 84 ci-dessus.

Article 90

Le titulaire du permis de recherche de cavités ou de la licence d'exploitation de cavités bénéficie du droit d'exécuter, à l'intérieur du périmètre de recherche ou d'exploitation, conformément aux prescriptions dudit permis ou de ladite licence, les travaux nécessaires respectivement à la recherche et à l'exploitation desdites cavités.

Article 91

Le permis de recherche de cavités fixe notamment la superficie dudit permis et sa durée de validité.

La licence d'exploitation de cavités fixe outre les mentions prévues dans le premier alinéa ci-dessus, notamment les caractéristiques principales de stockage et des installations annexes, ainsi que le périmètre de protection desdites cavités.

Article 92

Les modalités d'attribution, de renouvellement, de transformation, de renonciation, de révocation et de réattribution du permis de recherche de cavités et de la licence d'exploitation de cavités sont fixées par voie réglementaire.

Article 93

La recherche et l'exploitation des cavités sont soumises aux dispositions des articles 4, 6, 7, 8, 17, 34, 53, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104 et 109 de la présente loi.

TITRE VII**DU CONTROLE, DE LA CONSTATATION DES INFRACTIONS ET DES SANCTIONS****Chapitre premier***Du contrôle et des sanctions administratives***Section première. – Du contrôle****Article 94**

Sont chargés du contrôle du respect des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application et des conditions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la protection de l'environnement et aux conditions techniques d'exécution des travaux miniers, les agents de l'administration commissionnés

à cet effet et assermentés conformément à la législation relative au serment des agents verbalisateurs.

Article 95

Les agents visés à l'article 94 ci-dessus ont libre accès aux installations et travaux miniers.

Les titulaires de titres miniers et les amodiataires sont tenus d'accorder auxdits agents toutes les facilités leur permettant d'accéder aux travaux et installations, aux informations, données et documents se rapportant à l'état des travaux de recherche ou d'exploitation de produits de mines.

Article 96

Les agents visés à l'article 94 ci-dessus peuvent, à l'occasion de leurs visites des lieux, procéder à la vérification de l'ensemble des documents dont la tenue est obligatoire et des informations communiquées à l'administration en application des dispositions de l'article 63 ci-dessus.

La liste des documents dont la tenue est obligatoire est fixée par voie réglementaire.

Section II. – Des sanctions administratives**Article 97**

L'administration peut procéder à la suspension de travaux miniers réalisés en infraction aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, sans préjudice des sanctions prévues par la présente loi.

Article 98

Lorsque l'administration constate l'inobservation des conditions et prescriptions imposées au titulaire du titre minier en application de la présente loi, des textes pris pour son application et du titre minier, elle le met en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie légale, de satisfaire à ces conditions et prescriptions dans un délai de soixante jours.

Si à l'expiration du délai fixé pour l'exécution des mesures nécessaires, le titulaire n'a pas obtempéré à la mise en demeure, l'administration procède à la révocation sans indemnité du titre minier après une nouvelle mise en demeure de trente jours, non suivie d'effet. L'administration procède à compter de cette date à l'exécution des mesures prescrites au frais du titulaire du titre minier.

Article 99

La révocation est prononcée notamment, pour les faits ci-après :

- refus de communication des renseignements et des documents demandés, en application des dispositions de l'article 63 de la présente loi et des textes pris pour son application ;
- opposition aux contrôles des agents commissionnés à cet effet ;
- refus d'accès aux installations et travaux miniers ou entrave au contrôle des agents visés à l'article 94 ci-dessus ;
- cession ou amodiation de permis de recherche ou de licences d'exploitation de mines sans autorisation de l'administration ;

- infractions graves aux dispositions d'hygiène ou de sécurité et de protection de l'environnement ;
- non-respect des dispositions prévues dans les articles 66 et 67 ci-dessus ;
- interruption des travaux, sans motif valable, pendant une durée dépassant trois mois ;
- non-respect de la date de démarrage des travaux de recherche dans un délai de douze (12) mois suivant l'attribution du permis de recherche ;
- insuffisance des travaux réalisés par rapport aux programmes de travaux présentés lors de l'attribution ou du renouvellement du titre minier ;
- non-respect des conditions fixées par la convention visée à l'article 25 ci-dessus ;
- expiration de la durée de validité du titre minier sans dépôt de demande de renouvellement ;
- renonciation du titulaire à son titre minier.

Article 100

Toute mesure de suspension ou de révocation prononcée en application des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application doit être motivée et notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie légale de notification.

Article 101

Lorsque les travaux de recherche ou d'exploitation font courir un risque imminent pour la vie ou la santé des travailleurs ou du voisinage, l'administration ordonne les mesures nécessaires pour faire cesser, sans délai, le risque constaté. Lesdites mesures sont exécutées sous le contrôle des agents assermentés de l'administration.

Lorsque lesdites mesures se sont avérées sans effet ou insuffisantes, l'administration ordonne l'arrêt des travaux à l'origine du risque.

Chapitre 2

De la constatation des infractions et des sanctions pénales

Section première. – De la constatation et de la poursuite des infractions

Article 102

Sont compétents pour la constatation et la poursuite des infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, outre les officiers de police judiciaire, les agents de l'administration visés à l'article 94 ci-dessus.

Article 103

En cas de constatation d'une infraction aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, les agents visés à l'article 102 ci-dessus établissent des procès-verbaux qui doivent comporter notamment, les circonstances de l'infraction, les explications du ou des intéressés et les éléments faisant ressortir la matérialité des infractions.

Le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Le procès-verbal est transmis à la juridiction compétente, dans un délai de dix jours, à compter de la date de son

établissement. Une copie de ce procès-verbal est adressée ou délivrée aux intéressés dans le même délai.

En cas de flagrant délit, les agents visés à l'article 94 peuvent suspendre les travaux et requérir la force publique, en cas de nécessité.

Section II. – Des sanctions pénales

Article 104

Est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 50.000 à 500.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livre, sans titre minier, à l'exploration, à la recherche ou à l'exploitation de produits de mines.

Lorsque l'auteur de l'infraction est une personne morale, celle-ci est passible d'une amende de 100.000 à 1 million de dirhams.

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Au cas où l'activité sans titre minier a donné lieu à une extraction de produits de mines, ceux-ci sont restitués à l'Etat ou, le cas échéant, au titulaire du titre minier qui couvre le lieu d'extraction.

Au cas où lesdits produits de mines ont été commercialisés, l'auteur de l'infraction est tenu de restituer la valeur correspondante à l'Etat ou, le cas échéant, au titulaire du titre minier concerné.

Sont confisqués, en outre, au profit de l'Etat, les machines et matériels ayant permis de commettre l'infraction.

Article 105

Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100.000 dirhams à 1 million de dirhams, quiconque procède à des travaux d'exploration, de recherche ou d'exploitation de produits de mines dans les périmètres réservés, visés à l'article 5 ci-dessus ou protégés conformément aux dispositions des articles 66 et 67 ci-dessus.

Lorsque l'auteur de l'infraction est une personne morale, celle-ci est passible d'une amende de 1 million à 3 millions de dirhams.

Sont confisqués, en outre, au profit de l'Etat, les machines et matériels ayant permis de commettre l'infraction.

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article 106

Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 25.000 à 250.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livre, après expiration de la durée de validité de son titre minier, à l'exploration, à la recherche ou à l'exploitation de produits de mines.

Sont confisqués, en outre, au profit de l'Etat, les machines et matériels ayant permis de commettre l'infraction.

Lorsque l'auteur de l'infraction est une personne morale, celle-ci est passible d'une amende de 50.000 à 500.000 dirhams.

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article 107

Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 25.000 à 250.000 dirhams ou de l'une de ces

deux peines seulement, quiconque détruit, déplace ou modifie, d'une façon illicite, les bornes posées pour la délimitation des périmètres couverts par des titres miniers, délivrés en application des dispositions de la présente loi.

Article 108

A l'exception des infractions et des sanctions correspondantes prévues dans les articles 104 à 107 ci-dessus, les auteurs des infractions à la présente loi et aux textes pris pour son application sont punis d'une amende de 5.000 à 25.000 dirhams. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article 109

Est en état de récidive, quiconque ayant été condamné par décision de justice devenue irrévocable, pour l'une des infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, a commis une infraction de même nature dans l'année qui suit le prononcé d'une telle décision.

TITRE VIII

DES DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Chapitre premier

Des dispositions diverses

Article 110

Sont confirmés les droits habous existants sur certains gisements de sel.

La liste des gisements de sel sur lesquels sont confirmés les droits habous est fixée par voie réglementaire.

Article 111

Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à la jouissance de droits coutumiers existants sur certains gisements, dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Article 112

Les exploitations de gisements de sel relevant de droits habous et de droits coutumiers sont soumises aux dispositions des articles 57, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 95, 96, 101 et 103 de la présente loi.

Article 113

Les exploitations auxquelles sont applicables des droits coutumiers peuvent donner droit à l'attribution d'une licence d'exploitation de mines au profit de leurs bénéficiaires et sur leurs demandes, conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Les bénéficiaires auxquels sont applicables les droits coutumiers doivent présenter leurs demandes pour l'ensemble des parcelles ou portions de parcelles d'un seul tenant. Ils doivent prouver qu'ils disposaient, à la date du dépôt de la demande, du droit d'exploiter le gisement concerné.

Article 114

Sans préjudice de l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exploitation des carrières, l'exploitation d'une carrière dans le périmètre d'un titre minier est subordonnée à l'avis préalable de l'administration chargée des mines.

Article 115

Le titulaire d'une licence d'exploitation de mines peut disposer, pour les besoins de ses activités d'exploitation et de celles qui s'y rattachent, des produits de carrières dont ses travaux entraînent l'abattage.

Le propriétaire du terrain peut réclamer les produits de carrières issus de cet abattage non utilisés par le titulaire, contre paiement d'une indemnité correspondant aux frais occasionnés par l'extraction de ces produits. A défaut d'entente, cette indemnité est fixée par le tribunal compétent.

Le titulaire d'une licence d'exploitation de mines dispose librement des produits de carrières qui proviennent des opérations d'enrichissement et de valorisation.

Article 116

L'extraction, la collecte et la commercialisation des spécimens minéralogiques et fossiles et des météorites sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation délivrée par l'administration, selon les modalités fixées par voie réglementaire.

Article 117

Les fonctionnaires et agents du ministère chargé des mines ainsi que ceux des autres administrations intervenant dans l'octroi et la gestion des titres miniers, à quelque classe qu'ils appartiennent, ainsi que leurs conjoints, ascendants et descendants et les conjoints de ces derniers ne peuvent obtenir directement ou indirectement le droit d'explorer, de rechercher ou d'exploiter les produits de mines, ni devenir mandataires ou représentants des intéressés dans ces affaires durant l'exercice des fonctions desdits fonctionnaires et agents et pendant un délai de cinq ans après la cessation définitive de leurs fonctions.

Chapitre 2

Des dispositions transitoires et finales

Article 118

Les concessions de mines, en cours de validité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, demeurent soumises aux dispositions légales en vigueur au moment de leur octroi.

Elles ne peuvent pas faire l'objet de renouvellement en tant que concessions de mines.

Dans un délai d'un an avant l'expiration des concessions de mines, les titulaires desdites concessions peuvent présenter une demande de licence d'exploitation de mines pour couvrir le ou les gisements exploités, conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application. A défaut, la concession est révoquée et les terrains concernés deviennent libres à la recherche.

Article 119

Les titulaires de permis de recherche et de permis d'exploitation en cours de validité, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont tenus de présenter, selon le cas, une demande de renouvellement du permis de recherche ou de sa transformation en licence d'exploitation, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

A défaut de présentation de la demande dans le délai précité, le permis de recherche ou le permis d'exploitation est révoqué et l'attribution d'un nouveau titre minier sur le terrain couvert par le permis révoqué, est effectué selon les dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Article 120

La consistance des concessions de mines, des permis de recherche et d'exploitation en cours de validité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, régularisés conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, est étendue à tous les produits de mines, à l'exception de ceux recherchés ou exploités en vertu d'une autre concession de mines ou permis de recherche ou d'exploitation ou d'une autorisation de carrière, toujours en cours de validité et délivrée antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

En cas de chevauchement entre deux ou plusieurs permis miniers, l'administration fixe la forme du périmètre du titre minier à attribuer ainsi que les produits de mines à rechercher ou à exploiter.

Article 121

Les exploitants des substances minérales considérées comme carrières avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et classées comme produits de mines au titre des dispositions de la présente loi, doivent dans un délai d'un an présenter une demande de licence d'exploitation pour couvrir le ou les gisement(s) qu'ils exploitent, conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Au cas où la demande n'est pas déposée dans le délai visé au premier alinéa de cet article, le périmètre concerné est rendu libre.

Article 122

La présente loi entre en vigueur à compter de la date de publication au *Bulletin officiel* du texte réglementaire pris pour l'application des articles 18 et 19 ci-dessus.

Sont abrogées, à compter de cette date, les dispositions du dahir du 9 regeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier, tel qu'il a été modifié et complété, à l'exception de son article 6.

Les références faites au dahir précité du 9 regeb 1370 (16 avril 1951), contenues dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur, sont abrogées et remplacées par les références correspondantes de la présente loi.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6380 du 6 chaoual 1436 (23 juillet 2015).

ظهير شريف رقم 1.15.76 صادر في 14 من رمضان 1436
(فاتح يوليو 2015) بتنفيذ القانون رقم 33.13 المتعلق بالمناجم

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 42 و50 منه،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا،
القانون رقم 33.13 المتعلق بالمناجم، كما وافق عليه مجلس النواب
و مجلس المستشارين.

وحرر بالدار البيضاء في 14 من رمضان 1436 (فاتح يوليو 2015).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الامضاء: عبد الإله ابن كيران.

*

* *

قانون رقم 33.13

يتعلق بالمناجم

القسم الأول

أحكام عامة

الباب الأول

التعريف ومجال التطبيق

المادة الأولى

يراد بما يلي في هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه:

تمعدن طبيعي: كل تمرکز طبيعي للمواد المعدنية في منطقة معينة
من القشرة الأرضية؛

معدن: كل تمعدن طبيعي للمواد المعدنية قابل للاستغلال
اقتصاديًا؛

مواد معدنية: المواد الطبيعية الصلبة أو السائلة أو الغازية وكذا
المواد العضوية المستحثة، باستثناء الماء، عدا المياه المالحة الباطنية؛

مواد منجمية: المواد المعدنية المستغلة في إطار نظام المناجم
بما فيها فضلات وأكوام الانقراض؛

فضلات وأكوام الانقراض: الكتل المكونة من مرميات ونفايات
المواد المنجمية الناتجة عن عمليات استخراج المواد المنجمية
أو معالجتها أو تقييمها أو ههما معا؛

سند منجمي: ترخيص استكشاف أو رخصة بحث أو رخصة
استغلال تمكن حيازتها المسبقة من قبل صاحبها، على التوالي، من
استكشاف المواد المنجمية أو البحث عنها أو استغلالها؛

تفويت: كل تغيير للملك رخصة بحث أو رخصة استغلال بموجب
عقد تفويت أو نقل بسبب الوفاة؛

إيجار: كراء رخصة بحث أو رخصة استغلال بموجب عقد يبرم
بين مالك رخصة البحث أو رخصة الاستغلال وشخص آخر يدعى
المستأجر؛

الاستكشاف المنجمي: يشمل الأشغال الجيولوجية والجيوكيماوية
والجيوفيزيائية وأشغال التقييم عن طريق الحفر أو السبر أو الثقب
الاستكشافي والمنفذة على سطح الأرض أو في الماء أو ههما معا أو بطرق
جوية بهدف تحديد مواقع أو مناطق ذات مخزون منجمي يمكن أن
يترتب عنها تسليم رخصة بحث.

لا يشمل الاستكشاف المنجمي الأشغال المنجمية؛

الأشغال المنجمية: الأعمال المنجزة لاستخراج المواد المنجمية
واستغلالها وتشمل أساسا الخنادق والممرات والدهاليز والأبار
والمنشآت المنجمية الباطنية والسطحية؛

البحث المنجمي: يشمل الدراسات والأشغال المتعلقة بالجيولوجيا
والجيوكيمايا والجيوفيزياء والتنقيب وكذا تجارب استخراج
والمعالجة الهادفة إلى تحديد مكامن لموارد معدنية مصنفة «مناجم»
والتعرف عليها وتحديد شكلها ومخزونها ونوعيتها وإمكانية استغلالها
ومعالجتها؛

الاستغلال المنجمي: يشمل الدراسات والأشغال التي تهم
استخراج المواد المعدنية ومعالجتها وتقييمها وتسويقها؛

التجاويف: تكوينات باطنية طبيعية أو اصطناعية تتوفر على
الخصائص المطلوبة لإنشاء خزانات يمكن استعمالها في تخزين الغاز
الطبيعي أو الهيدروكربورات السائلة أو المسيلة أو الغازية أو أية مادة
أخرى ذات الاستعمال الصناعي؛

إعادة المنح: قرار إداري بمنح رخصة بحث أو رخصة استغلال
المناجم سبق سحبها أو التخلي عنها؛

المادة 3

تعتبر المناجم جزءا من الملك العام للدولة.

تباشر، مع مراعاة الاتفاقيات الدولية المصادق عليها بوجه قانوني من قبل المملكة المغربية وأحكام المادة 5 بعده، أنشطة استكشاف المواد المنجمية والبحث عنها واستغلالها بموجب سند منجمي مسلم وفق أحكام هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه.

تعتبر رخصة البحث ورخصة استغلال المناجم حقوقا عقارية محدودة المدة تختلف عن ملكية الأرض.

الباب الثاني

المبادئ العامة

المادة 4

يجب على من يرغب في الاستفادة من ترخيص استكشاف أو رخصة بحث أو رخصة استغلال أن يودع لدى الإدارة ملفا يثبت توفره على قدرات تقنية ومالية ملائمة يحدد مضمونه بنص تنظيمي.

المادة 5

يجوز للإدارة، مع مراعاة الحقوق المكتسبة، أن تحدد المحيطات التي يحتفظ داخلها بحق استكشاف المواد المنجمية والبحث عنها واستغلالها لفائدة الدولة.

المادة 6

لا تعفي السندات المنجمية الممنوحة بموجب أحكام هذا القانون أصحابها من وجوب التوفر على التراخيص التي تفرضها نصوص تشريعية أو تنظيمية أخرى جار بها العمل.

عينات معدنية : مجموعة أصناف معدنية طبيعية ذات شكل صلب بلوري مخصصة لغرض التزيين أو الزخرفة أو هما معا، أو لها قيمة جمالية أو طابع علمي؛

مستحاثات : أجسام أو أجزاء أو بقايا أو آثار كل جسم حيواني أو نباتي محفوظة بصفة طبيعية في الصخور وترسبات القشرة الأرضية؛
الأحجار النيزكية : أجسام أو أجزاء أو بقايا صخرية أو فلزية أتت من الفضاء وسقطت على سطح الأرض.

المادة 2

تنقسم التمعينات الطبيعية المختزنة في باطن الأرض أو المتواجدة على السطح أو في المنطقة البحرية، من حيث نظامها القانوني، إلى مناجم ومقالع.

تعتبر مناجما، التمعينات الطبيعية المستغلة على سطح الأرض أو باطنيا والمحتوية خاصة على :

المحروقات الصلبة المستحثة والغرافيت والصخور النفطية وأحجار الكلس النفطية والرمال النفطية ؛

المواد الفلزية؛

الصخور و المعادن الصناعية؛

الفوسفات ؛

المواد ذات النشاط الإشعاعي أو غير الإشعاعي الممكن استعمالها في الطاقة الذرية؛

الصخور التزينية والأحجار الكريمة ؛

غاز ثاني أكسيد الكربون؛

الفضلات وأكوام الانقاض؛

المياه المالحة الباطنية.

تعتبر كذلك مناجم التمعينات المختزنة في باطن الأرض التي يمكن استخراج الطاقة منها في شكل حراري، وخاصة بواسطة المياه الساخنة والأبخرة المنبعثة من تحت الأرض التي تحتوي عليها والمسماة التمعينات الحرارية الجوفية.

وتحدد بنص تنظيمي كليات تنفيذ عمليات حفر الثقب وأخذ المنسوب الحراري وتقنيات استخراج الموائع الحارة واستعمالها إذا تم إنجازها في التمعينات المذكورة.

ولا تعتبر مناجما المواد المعدنية الممكن استخدامها كمواد في الهندسة المدنية أو في البناء لاسيما الرمل والطين المستخدمين في الهندسة المدنية والبناء والكلس المعد لحجر البناء أو للحصى والرخام والغرانيت المستخدمين في التكبسية وكذا الغاسول والطين المعد للصناعة الخزفية التي تعتبر بمثابة مقالع.

المادة 7

يعتبر استكشاف المواد المنجمية والبحث عنها واستغلالها أعمالاً تجارية، وذلك طبقاً للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

المادة 8

لا تقبل في مجال القانون المنجمي سوى الحجة المكتوبة.

الباب الثالث

أحكام مشتركة تتعلق بالسندات المنجمية

المادة 9

يترتب على منح رخصة البحث أو رخصة الاستغلال إعداد سند خاص، من قبل المحافظ على الأملاك العقارية، على نفقة صاحب الرخصة.

يخول السند الخاص المعد من قبل المحافظ على الأملاك العقارية لصاحبه الاستفادة من الأحكام المنصوص عليها في التشريع المطبق على الملك المحفوظ.

المادة 10

في حالة تحويل رخصة أو عدة رخص بحث إلى رخصة استغلال المناجم، تنقل الحقوق العينية المقيدة في السند الخاص والتي كانت مرتبطة برخصة أو رخص البحث، إلى السند الخاص المرتبط برخصة استغلال المناجم الممنوحة. ويقوم المحافظ على الأملاك العقارية بإلغاء السند أو السندات الخاصة المسلمة لأجل رخصة أو رخص البحث المنبثقة عنها رخصة استغلال المناجم الممنوحة.

المادة 11

يقيد المحافظ على الأملاك العقارية على السند الخاص، على نفقة المستفيد، كل تفويت أو إيجار لرخصة البحث أو رخصة الاستغلال أذنت به الإدارة.

المادة 12

تمتد السندات المنجمية إلى جميع المواد المنجمية التي يمكن تواجدها على سطح الأرض أو على أي عمق وداخل مجموع المحيط الذي يشمل السند المنجمي المعني.

المادة 13

يجوز للإدارة، في حالة نزاع حول حدود أو محتوى السندات المنجمية، أن تقوم، بطلب من أصحاب السندات المنجمية وعلى نفقتهم، بتعيين حدود ومحتوى السندات المذكورة.

لا يمنع تعيين الإدارة لحدود ومحتوى السندات المنجمية الطرف المتضرر من حق اللجوء إلى الطعن لدى المحكمة المختصة.

المادة 14

رخصة البحث ورخصة الاستغلال قابلتان للتفويت وللإيجار.

يجب أن تتوفر في المفوت له والمستأجر نفس الشروط التي تستوجبها أحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه لمنح رخصة البحث أو رخصة استغلال المناجم.

ويمنع تقسيم محيط رخصة البحث ورخصة استغلال المناجم.

مع مراعاة أحكام المادة 15 أدناه يجب أن يشمل تفويت أو إيجار رخصة البحث أو رخصة الاستغلال مجموع محيط السند المنجمي المعني.

تتم عمليات تفويت وإيجار رخص البحث ورخص الاستغلال بترخيص من الإدارة وفق الكيفيات المحددة بنص تنظيمي.

المادة 15

يجوز لصاحب رخصة استغلال المناجم، بصفة ثانوية وبعد إذن الإدارة، أن يقوم بإيجار استغلال مادة أو أكثر من المواد المنجمية داخل المحيط الذي تغطيه رخصة استغلال المناجم.

المادة 16

يجب على صاحب رخصة البحث أو رخصة استغلال المناجم المتخلي عن سنده أن يثبت في طلب التخلي انعدام أو زوال أي حق مقيد على السند الخاص المرتبط بالسند المنجمي المعني.

المادة 17

يسري أثر التخلي عن ترخيص الاستكشاف ورخصة البحث ورخصة الاستغلال ابتداء من تاريخ تبليغ موافقة الإدارة.

المادة 18

تحدد بنص تنظيمي كفاءات، منح السندات المنجمية وتجديدها وتحويلها وتقويتها وإيجارها والتخلي عنها وسحبها وإعادة منحها وكذا آجال البت فيها.

المادة 19

تحدد بنص تنظيمي القواعد والإجراءات المتعلقة على الخصوص ببرنامج الأشغال المزمع إنجازها خلال كل فترة من مدة صلاحية السند المنجمي ومبلغ الغلاف المالي الأدنى الذي يجب تخصيصه لهذه الأشغال وكفاءات التصريح للإدارة بافتتاح الأشغال ووضع علامات تحديد محيط السند المنجمي ومخطط تنمية المكنم واستغلاله فيما يتعلق برخصة الاستغلال.

القسم الثاني

ترخيص الاستكشاف ورخصة البحث

الباب الأول

ترخيص الاستكشاف

المادة 20

تخضع أشغال الاستكشاف للحصول على ترخيص الاستكشاف تسلمه الإدارة.

المادة 21

يجب على المستفيد من ترخيص الاستكشاف أن يكون شخصا اعتباريا.

المادة 22

يخول ترخيص الاستكشاف لصاحبه حق الانفراد بالاستكشاف في المنطقة المعنية.

ويشمل ترخيص الاستكشاف، لزوما مساحة متصلة.

يخول ترخيص الاستكشاف لصاحبه حق الانفراد بالحصول على رخصة أو رخص بحث داخل المنطقة المذكورة ولجميع المواد المنجمية، شريطة تقديم طلب بذلك خلال مدة صلاحية ترخيص الاستكشاف.

المادة 23

يمكن أن يشمل ترخيص الاستكشاف محيطات مغطاة أو غير مغطاة برخصة بحث أو رخصة استغلال.

إذا كان ترخيص الاستكشاف يهم محيطات مغطاة برخصة بحث أو رخصة استغلال، تبقى حقوق صاحب رخصة البحث أو رخصة الاستغلال المذكورتين محفوظة بكاملها وترجع على حقوق المستفيد من ترخيص الاستكشاف.

المادة 24

لا يمكن أن تقل المساحة المغطاة بترخيص الاستكشاف عن مائة (100) كلم² أو أن تتجاوز ستمائة (600) كلم². تحدد المساحة تبعا لبرنامج الاستكشاف والاستثمارات التي يعتزم طالب ترخيص الاستكشاف القيام بها.

لا يجوز لأي أحد حيازة أكثر من أربعة تراخيص استكشاف في آن واحد.

المادة 25

يتوقف منح ترخيص الاستكشاف على الإبرام المسبق لاتفاقية مع الإدارة تحدد على الخصوص طبيعة أشغال الاستكشاف المزمع القيام بها والوسائل التقنية المتعين استخدامها والاستثمارات المبرمجة.

ويحدد ترخيص الاستكشاف خصوصا المحيط الذي يغطيه ومساحته ومدة صلاحيته.

المادة 26

يمنح ترخيص الاستكشاف لمدة سنتين (2). ويمكن تجديده مرة واحدة لمدة سنة عندما يتبين، من النتائج المحققة والاستثمارات المبرمجة، أن الضرورة تدعو إلى تكملة الاستكشاف.

المادة 27

يشكل ترخيص الاستكشاف ملكا منقولا ولا يمكن أن يكون محل رهن أو رهن حيازي أو ضمانا كيقما كان نوعها وهو غير قابل للتفويت أو الإيجار.

المادة 28

يتعين الشروع في أشغال الاستكشاف داخل الثلاثة أشهر الموالية لتاريخ تسليم الترخيص ومواصلتها بانتظام وفقا لبرنامج الأشغال المحدد في الاتفاقية المشار إليها في المادة 25 أعلاه.

المادة 29

يوجه صاحب ترخيص الاستكشاف إلى الإدارة، على فترات تحددها الاتفاقية المنصوص عليها في المادة 25 أعلاه على ألا تتجاوز

المادة 36

تشمل رخصة البحث محيطا مربع الشكل موجهة أضلاعه حسب اتجاهات لامبير شمال/جنوب وشرق/غرب وقياسها أربع (4) كيلومترات؛ ويرتبط المحيط المطلوب بنقطة مركزية.

وتحدد رخصة البحث على الخصوص، المحيط الذي تشملته ومدة صلاحيتها.

المادة 37

تمنح رخصة البحث لمدة ثلاث سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة لمدة أربع سنوات.

يتوقف تجديد رخصة البحث على إنجاز برنامج الأشغال والنفقات المرتبطة بها المشار إليها في المادة 19 أعلاه.

يرفق طلب التجديد بتقديم برنامج الأشغال المزمع إنجازها والمبلغ المالي المخصص لهذه الأشغال.

المادة 38

يجب على صاحب رخصة البحث :

- البحث عن التمعينات الموجودة داخل محيط رخصته والتعرف عليها :

- تقديم في أجل ستة أشهر بعد منحه الرخصة برنامج الأشغال والغلاف المالي المرصود له كما هو مشار إليهما في المادة 19 أعلاه؛

- إعطاء كل معلومة أو وثيقة أو دراسة متعلقة بأشغال بحثه للإدارة؛

- الشروع في الأشغال داخل أجل إثني عشر شهرا الموالية لمنح الرخصة :

- الإدلاء بانتظام بمرحلة تقدم برنامج أشغاله وفق نموذج ودورية محددين بنص تنظيمي.

ويمكن، فيما يتعلق بمجموعة رخص أنشئت في نفس التاريخ والتي تشمل محيطات متاخمة وتوجد في حوزة نفس المالك، الإدلاء ببرنامج أشغال واحد.

المادة 39

يقيم صاحب رخصة البحث، في المنطقة المخولة له، المنشآت والأشغال التي يراها مفيدة لتحديد التمعينات وإنجاز أشغال البحث ودراسة التمعينات.

المادة 40

استثناء من أحكام المادة 36 والمادة 37 أعلاه، يحق لصاحب عدة رخص بحث متاخمة، سواء كانت أو لم تكن لها نفس مدة الصلاحية،

إثني عشر شهرا، تقريراً يبين فيه نتائج الأشغال المتعلقة بالاستكشاف والمعلومات التي من شأنها أن تعرف أكثر بالمنطقة المستكشفة، ولا سيما التحليل الموجز لحالة موقع الاستكشاف ومحيطه.

المادة 30

يجوز للإدارة أن تسحب ترخيص الاستكشاف في حال عدم احترام أحكام هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه أو ما تنص عليه الاتفاقية المشار إليها في المادة 25 أعلاه.

تعود الأراضي المغطاة بترخيص الاستكشاف المنتهية صلاحيته أو الذي وقع التخلي عنه، حرة، على التوالي، ابتداء من تاريخ انتهاء الصلاحية أو تاريخ تبليغ موافقة الإدارة.

إذا تم سحب ترخيص الاستكشاف، تعود الأراضي التي يغطيها هذا الترخيص حرة بعد انصرام أجل ستين يوما من تاريخ تبليغ قرار سحب الترخيص.

الباب الثاني

رخصة البحث

المادة 31

تتوقف أشغال البحث على المواد المنجمية على الحصول على رخصة بحث تسلمها الإدارة.

المادة 32

يجب أن يكون المستفيد من رخصة البحث شخصا اعتباريا.

المادة 33

لا يمكن أن يشمل طلب رخصة البحث أراض مغطاة بترخيص الاستكشاف أو رخص البحث أو رخص استغلال المناجم أو المحيطات المشار إليها في المادة 5 أعلاه.

المادة 34

تمنح رخصة البحث حسب أولوية الطلب، مع مراعاة المادة 44 أدناه وما لم يكن طالب الرخصة المذكورة متوفرا على حق انفراد بالحصول على رخصة البحث المنصوص عليه في المادة 22 أعلاه.

المادة 35

تخول رخصة البحث لصاحبها، مع مراعاة الشروط المنصوص عليها في هذا القانون، حق الانفراد بالبحث عن المواد المنجمية الموجودة بالمحيط المغطى بالرخصة المذكورة، وذلك خصوصا عن طريق القيام بالدراسات والأشغال الجيولوجية والجيوكيميائية والجيوفيزيائية وأشغال السبر والأشغال المنجمية، قصد تحديد وجود مكن ما.

رخصة استغلال، على أساس المنافسة، وفق الشروط المحددة بنص تنظيمي.

القسم الثالث

رخصة استغلال المناجم

المادة 45

تتوقف أشغال استغلال المواد المنجمية على الحصول على رخصة استغلال المناجم تسلم من قبل الإدارة.

المادة 46

يجب أن يكون المستفيد من رخصة استغلال المناجم شخصا اعتباريا خاضعا للقانون المغربي.

المادة 47

تخول رخصة الاستغلال لصاحبها حق الانفراد بإنجاز الأشغال الرامية إلى استخراج مواد منجمية من سمكن أو تقييمها أو هما معا بغرض الحصول على مواد منجمية قابلة للتسويق خصوصا عبر القيام بدراسات وأشغال تحضيرية وأشغال استغلال أو عمليات تخصيص أو تقييم هذه المواد أو هما معا وكذا إنجاز البنيات التحتية اللازمة لهذه الأشغال.

المادة 48

تنبثق رخصة استغلال المناجم عن رخصة أو عدة رخص بحث متاخمة ولنفس الحائز. ولا يجوز منحها إلا للحائز الذي أثبت وجود مكن أو عدة مكن داخل المحيط المغلقة برخصة أو رخص البحث الموجودة في حوزته.

تحدد مساحة رخصة استغلال المناجم بطلب من صاحب رخصة أو رخص البحث حسب امتداد المكن المستكشف. ولا تتجاوز المساحة المشمولة برخصة أو رخص البحث المنبثقة عنها ولا يمكن أن تقل عن كيلومتر مربع واحد.

المادة 49

تشمل رخصة استغلال المناجم محيطا موجهة أضلاعه حسب اتجاهات «لامبير» شمال-جنوب وشرق-غرب. وتحدد على الخصوص المحيط الذي تشمله ومساحتها ومدة صلاحيتها.

المادة 50

تكون رخصة استغلال المناجم صالحة لمدة عشر سنوات. ويمكن تجديدها لفترات متتالية مدة كل واحدة منها عشر سنوات إلى حين نفاد الاحتياطي.

أن يطلب دمجها شريطة أن يقدم برنامج أشغال البحث والاستثمارات المبرمجة المرتبطة بها والتي يلتزم بإنجازها.

تحل هذه الرخصة الجديدة محل رخص البحث المتاخمة التي تم دمجها. وتحول الحقوق والالتزامات الناشئة أو المقيدة على الرخص موضوع الدمج إلى الرخصة الجديدة.

ويحتفظ في قرار منح رخصة البحث الجديدة بمدة صلاحية رخص البحث المنبثقة عنها.

وفي حالة ما إذا لم تكن لرخص البحث المتاخمة نفس مدة الصلاحية، فإن صلاحية رخصة البحث الأخيرة هي التي تؤخذ بعين الاعتبار.

المادة 41

يجوز لصاحب رخصة البحث أن يطلب منحه، داخل محيط رخصته، رخصة استغلال المناجم وذلك في أي وقت من مدة صلاحية رخصة البحث.

المادة 42

يخول كل اكتشاف مكن داخل محيط رخصة بحث لصاحب هذه الرخصة، حق الانفراد بطلب الحصول على رخصة استغلال المناجم تشمل محيط الاكتشاف المذكور، شريطة أن يودع الطلب قبل انصرام مدة صلاحية الرخصة المذكورة.

يترتب على منح رخصة استغلال المناجم سحب رخصة البحث فيما يتعلق بالمحيط الذي تشمله رخصة استغلال المناجم، وتمنح رخصة بحث جديدة تهم المحيط غير المشمول برخصة الاستغلال المذكورة، من قبل الإدارة. ويحتفظ في الرخصة الجديدة بمدة صلاحية رخصة البحث الأولية.

يظل صاحب رخصة البحث متمتعا بحق الانفراد بإنجاز جميع أشغال البحث داخل المحيط المشمول برخصة استغلال المناجم، خلال مدة صلاحية رخصة البحث الأولية.

المادة 43

تعود حرة الأراضي المشمولة برخصة بحث وقع التخلي عنها وذلك ابتداء من تاريخ تبليغ موافقة الإدارة.

وفي حالة سحب رخصة البحث، لأي سبب من الأسباب، تصبح الأراضي المشمولة بالرخصة المذكورة حرة بعد انصرام أجل ستين يوما ابتداء من تاريخ تبليغ السحب.

المادة 44

في حالة سحب رخصة بحث أو رفض طلب تحويلها إلى رخصة استغلال المناجم، يعاد منح رخصة بحث جديدة على المحيط المشمول برخصة البحث التي تم سحبها أو التي وقع رفض طلب تحويلها إلى

القسم الرابع

أحكام مشتركة بين أصحاب السندات المنجمية

الباب الأول

الالتزامات المرتبطة بالاستكشاف والبحث والاستغلال

المادة 56

يجب على صاحب السند المنجمي القيام بأنشطته في مجال الاستكشاف والبحث والاستغلال مع التقيد بأحكام النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل فيما يتعلق بالصحة وحفظ الصحة والسلامة وحماية البيئة وكذا الأحكام المطبقة على المناجم.

المادة 57

على صاحب السند المنجمي اتخاذ التدابير الفورية الضرورية لحماية الأرواح البشرية والبيئة في حالة وقوع حوادث ناتجة عن أنشطته.

و يتعين عليه إبرام عقد تأمين لتغطية مسؤوليته المدنية.

المادة 58

يجب على صاحب السند المنجمي إعداد برامج الأشغال والوثائق الجيولوجية والمنجمية المنصوص عليها في أحكام هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه من قبل أشخاص من بين مستخدميهم المثبتين توفرهم على المؤهلات والخبرة المهنية المطلوبة في مجال الجيولوجيا والمعادن أو من قبل أشخاص ذاتيين أو اعتباريين معتمدين لهذا الغرض من قبل الإدارة وفق شروط يحددها نص تنظيمي.

المادة 59

على صاحب رخصة استغلال المناجم إنجاز دراسة التأثير على البيئة وتقديم الموافقة البيئية طبقاً للتشريع والتنظيم الجاري بهما العمل.

المادة 60

على صاحب رخصة استغلال المناجم اتخاذ التدابير اللازمة لضمان المحافظة على المكمن أو المكامن.

ويتعين عليه إعداد مخطط للتخلي وفق الشروط المحددة بنص تنظيمي.

المادة 61

يمكن أن تأمر الإدارة صاحب السند المنجمي، باتخاذ كل إجراء يهدف إلى ضمان:

المادة 51

تعتبر الحقوق العينية العقارية الناشئة عن رخصة استغلال المناجم، لفائدة صاحبها، قابلة للرهن وتمارس عليها الامتيازات الجارية على العقارات. وعلى صاحب رخصة استغلال المناجم تحيين السند الخاص لرخصة استغلاله لدى المحافظ على الأملاك العقارية. تشكل البنايات والمباني والمنشآت اللازمة لسير الاستغلال ملحقات عقارية للرخصة المذكورة.

لا تسري أحكام هذه المادة على الحقوق العينية العقارية الناشئة عن سند منجمي يوجد بأراضي مشمولة بحقوق الأحياس.

المادة 52

يجب على صاحب رخصة استغلال المناجم أن يطبق عند استغلال المكامن، الطرق المعقولة للاستغلال مع مراعاة الظروف الاقتصادية والأنظمة المطبقة، ولا سيما فيما يتعلق بالمحافظة على الصحة والسلامة وحماية البيئة.

المادة 53

يجب على صاحب رخصة الاستغلال أن يضع علامات حدود محيط سنده المنجمي عند أول أمر من الإدارة وإلا فإن هذه الأخيرة تقوم بذلك على نفقته بعد انصرام أجل شهر. وإذا تعلق الأمر برخص استغلال مناجم متاخمة، يتحمل أصحاب أو مستأجري الرخص المذكورة بالتساوي نفقات عملية وضع علامات الحدود.

ويجب ألا يتعرض مالكو الأراضي التي تغطيها رخصة استغلال المناجم على عمليات وضع علامات الحدود مقابل تعويض عن الأضرار المحتملة.

المادة 54

يتم في حالة سحب رخصة استغلال المناجم، إعادة منح رخصة استغلال المناجم جديدة تهم المحيط المشمول برخصة استغلال المناجم التي تم سحبها على أساس المنافسة ووفق الشروط المحددة بنص تنظيمي.

المادة 55

لصاحب رخصة استغلال المناجم التي تم سحبها، خلال أجل ستة أشهر من تاريخ تبليغ قرار السحب، حق إزالة مخزون المواد المنجمية المستخرجة أو القابلة للتسويق الموجودة داخل المحيط المعني. ولا يجوز للمعني بالأمر، بعد انصرام هذا الأجل، أن يطالب بأي حق في المخزون المذكور الذي يصبح جزءاً لا يتجزأ من المكمن.

الباب الثاني

علاقات أصحاب السندات المنجمية بمالكي الأرض وفيما بينهم

المادة 65

يمكن أن تكون الأراضي لأجل البحث واستغلال المواد المنجمية موضوع كراء أو تقويت. يجب أن يشار في عقد إيجار الأرض المخصصة للبحث عن المواد المنجمية أو استغلالها إلى الاستعمال الذي أعدت له الأرض المذكورة.

المادة 66

لا يجوز مباشرة أي عمل من أعمال البحث أو الاستغلال المنجمي في منطقة تبعد بأقل من خمسين (50) متراً عن أية بناية أو منشأة ولا سيما عن الأملاك المحاطة بأسوار أو ما مائلها وكذلك القرى والمجموعات السكنية والآبار والمباني الدينية والمقابر أو الأماكن التي تعد مقدسة وطرق المواصلات وقنوات الماء أو الهيدروكاربورات وأعمال الحفر عن الماء أو الهيدروكاربورات وبصفة عامة جميع الأعمال ذات المنفعة العامة والمنشآت الفنية، ماعدا في حالة الحصول، حسب الحالة، على ترخيص مسبق من مدبر الملك أو موافقة من المالك المعني بالأمر.

المادة 67

يمكن أن تقيم الإدارة محيطات حماية خاصة لأغراض الصالح العام.

ويجوز داخل هذه المحيطات مباشرة أشغال البحث أو الاستغلال للمواد المنجمية عند الاقتضاء وفق الشروط التي تحددها الإدارة.

المادة 68

يتمتع مالك أو مستأجر رخصة البحث أو رخصة الاستغلال بالحق في إقامة المنشآت وتنفيذ الأشغال الضرورية للبحث عن المواد المنجمية أو استغلالها داخل محيط إحدى الرخصتين المذكورتين.

ولهذه الغاية، يؤذن للمالك أو مستأجر رخصة البحث أو رخصة الاستغلال، بالقيام بالأشغال اللازمة للتمكن على الخصوص من ولوج مناطق البحث أو الاستغلال والتزود بالماء والكهرباء وتهئية الطرق وإنشاء البنايات.

المادة 69

تأذن الإدارة لصاحب رخصة البحث أو رخصة الاستغلال في حالة عدم حصول اتفاق بينه وبين مالك الأرض في أن يحتل مؤقتاً الأرض الواقعة داخل المحيط المعني وعند الاقتضاء، خارجه إذا كانت ضرورية للنشاط المنجمي.

يحدد التعويض المستحق برسم الاحتلال المؤقت للأراضي باتفاق مشترك بين صاحب رخصة البحث أو رخصة استغلال المناجم ومالك

- حماية صحة المستخدمين والسهرة على حفظ الصحة والأمن والسلامة العامة؛

- احترام الممتلكات الثقافية والأثرية والمآثر المصنفة وفق التشريع والأنظمة المتعلقة بالمحافظة على المباني التاريخية والمناظر والكتابات المنقوشة والتحف الفنية والعاديات.

وتعمل الإدارة في حالة عدم الامتثال للأمر المذكور، على القيام، عند الحاجة، بتنفيذ الأوامر المذكورة على نفقة صاحب السند المنجمي.

المادة 62

يعتبر صاحب السند المنجمي، مسؤولاً عن الأضرار التي يلحقها نشاطه بالغير.

المادة 63

يتعين على أصحاب السندات المنجمية أن يطلعوا الإدارة، وفق أشكال محددة بنص تنظيمي وبالمجان، على كل المعلومات ذات الطابع الجيولوجي والجيوفيزيائي والجيوكيميائي والهيدروولوجي والمنجمي والاقتصادي والاجتماعي التي يتوفرون عليها بما في ذلك التي حصلوا عليها خلال أشغال الاستكشاف أو البحث أو الاستغلال.

و يتعين كذلك على أصحاب السندات المنجمية موافاة الإدارة، وفق كفاءات تحدد بنص تنظيمي، بالمعلومات الإحصائية عن نشاط المنجم والمواد المنجمية المستخرجة والمسوقة والبرامج والميزانيات المتعلقة بالأشغال وكذا كافة الوثائق الأخرى التي يعتبر مسكها ضرورياً.

ولا يمكن نشر المعلومات المذكورة أو إطلاع الغير عليها من قبل الإدارة، دون الموافقة المسبقة والمكتوبة لأصحاب السندات المنجمية، باستثناء المعلومات الإحصائية الإجمالية والوثائق المتعلقة بالجيولوجيا العامة وجرّد الموارد المائية المعدة انطلاقاً من المعلومات المسلمة للإدارة. وفي كل الحالات، تصبح هذه المعلومات بعد انتهاء صلاحية السند المنجمي ملكاً للإدارة.

المادة 64

يتعين على أصحاب السندات المنجمية إطلاع الإدارة المختصة بالمعالم الأثرية والتاريخية التي يتم العثور عليها خلال تنفيذ أشغال البحث أو الاستغلال والسهرة على المحافظة عليها وفقاً للتشريع والأنظمة المتعلقة بالمحافظة على المباني التاريخية والمناظر والكتابات المنقوشة والتحف الفنية والعاديات.

أن يلزم صاحب رخصة البحث أو الاستغلال باقتنائها مقابل ثمن يحدد بالتراضي. وفي حالة عدم الاتفاق على ثمن الاقتناء، يحدد هذا الأخير من طرف اللجنة الإقليمية المشار إليها في المادة 69 أعلاه. وإذا لم يحصل الاتفاق على الثمن الذي حددته اللجنة الإقليمية، تولت المحكمة المختصة تحديده.

يجوز لمالك الأرض، بعد انصرام مدة الاحتلال المؤقت وفي حال ضرر لحق بالأرض موضوع الاحتلال المؤقت أن يطالب بأداء تعويض يحدد باتفاق مع صاحب رخصة البحث أو الاستغلال. وفي حالة عدم الاتفاق على مبلغ التعويض، يحدد هذا الأخير من طرف اللجنة الإقليمية المشار إليها في المادة 69 أعلاه. وإذا لم يحصل الاتفاق على مبلغ التعويض الذي حددته اللجنة الإقليمية، تولت المحكمة المختصة تحديده.

المادة 73

مع مراعاة أحكام المادة 72 أعلاه، يمارس حق الاحتلال المؤقت للأرض مادامت رخصة البحث أو الاستغلال سارية المفعول.

المادة 74

يمكن أن تأذن الإدارة لصاحب رخصة البحث أو الاستغلال، عند الضرورة، باستخدام المسالك والطرق والسكك الحديدية التي أقامها صاحب رخصة بحث أو استغلال مناجم أخرى، على أن يدفع، عند الاقتضاء، لهذا الأخير تعويضا يحدد باتفاق مشترك أو من قبل المحكمة المختصة.

القسم الخامس

ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض

المادة 75

يجب لاستغلال الفضلات وأكوام الأنقاض الحصول على ترخيص تسلمه الإدارة.

يعفى أصحاب رخصة استغلال المناجم الذين يستغلون الفضلات وأكوام الأنقاض الناتجة عن نشاطهم من الحصول على ترخيص الفضلات وأكوام الأنقاض.

وفي حال وجود فضلات وأكوام أنقاض داخل محيط رخصة بحث، فإنه لا يجوز لصاحب الرخصة المذكورة القيام باستغلال هذه المواد إلا بعد تحويل رخصة البحث إلى رخصة استغلال المناجم.

المادة 76

يجب، مع مراعاة أحكام الاتفاقيات الدولية المصادق عليها بوجه قانوني من قبل المملكة المغربية، أن يكون المستفيد من ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض شخصا اعتباريا خاضعا للقانون المغربي أو تعاونية منجمية.

الأرض. وفي حالة عدم الاتفاق على مبلغ التعويض يحدد هذا الأخير من طرف لجنة إقليمية مع مراعاة لا سيما موقع البقعة الأرضية والقيمة الكرائية المتداولة بالمنطقة بخصوص البحث عن المواد المنجمية واستغلالها. تحدد تشكيلة وطريقة تسيير هذه اللجنة بنص تنظيمي. وإذا لم يحصل الاتفاق على مبلغ التعويض الذي حددته اللجنة الإقليمية تولت المحكمة المختصة تحديده. وينفذ قرار المحكمة رغم كل طرق الطعن.

يؤذن لصاحب رخصة البحث أو رخصة استغلال المناجم باحتلال الأرض، بمجرد ايداع مبلغ التعويض المحدد من اللجنة الإقليمية لدى كتابة الضبط بالمحكمة المختصة.

المادة 70

يشير ترخيص الاحتلال المؤقت للأراضي اللازمة للبحث عن المواد المنجمية أو استغلالها خصوصا إلى المساحة المشمولة به والمدة المحتملة للاحتلال.

يتم قبل الترخيص بالاحتلال المؤقت التعرف مسبقا على المكان بحضور مالك الأرض من جهة وصاحب رخصة البحث أو الاستغلال من جهة أخرى.

ويبلغ قرار الترخيص من قبل الإدارة إلى مالك الأرض.

المادة 71

باستثناء الأراضي التابعة للأمالك العقارية للجماعات السلالية، إذا لم يدل مالك الأرض المفترض برسم الملكية أو إذا تبين أن الرسم المدلى به غير صحيح، جاز احتلال مؤقت للأرض حتى قبل أن تبت المحكمة المختصة في النزاع، وبمجرد إيداع مبلغ التعويض السنوي الأول المحدد، من طرف اللجنة الإقليمية المشار إليها في المادة 69 أعلاه، من طرف المرخص له لدى كتابة الضبط بالمحكمة، في اسم مالك الأرض المفترض المعين في الإذن المشار إليه في المادة 70 أعلاه.

وفي هذه الحالة، تقوم الإدارة بإلصاق إعلان بمكاتب الجماعة التي تنتهي إلى نفوذها الأرض المحتلة للتعريف بها واسم المالك المفترض ومبلغ التعويض. فإذا انصرم أجل سنة على تاريخ نشر الإعلان المشار إليه أعلاه دون أي تعرض، دفع كاتب الضبط التعويض إلى المالك المفترض. وفي حالة ما إذا أدلى المالك الحقيقي للأرض برسم الملكية داخل هذا الأجل، وجب دفع التعويض المودع إليه.

وفي حالة تعرض، يبقى التعويض المودع في بداية كل سنة احتلال مودعا إلى أن يعين بحكم قضائي المستفيد الحقيقي منه.

المادة 72

إذا تجاوز الاحتلال المؤقت للأرض خمس سنوات أو أصبحت الأرض غير صالحة للاستخدام الذي كانت معدة له، جاز للمالكها

ويشمل استغلال التجاويف كل العمليات المرتبطة بذلك ولا سيما إحداث هذه التجاويف وتهيئة موقعها وتخزين واستخراج المواد المخزنة وسيرها وصيانتها وكذا إقامة طرق الولوج إليها في باطن الأرض أو على سطحها.

المادة 85

يتوقف البحث عن التجاويف على الحصول على رخصة بحث عن التجاويف تمنحها الإدارة لمدة لا تتجاوز ثلاث سنوات.

ويمكن تجديد رخصة البحث عن التجاويف مرة واحدة لمدة لا تزيد على سنتين.

المادة 86

يتوقف استغلال التجاويف على الحصول على رخصة استغلال التجاويف تسلمها الإدارة يحدد محيطها ومدة صلاحيتها في الرخصة المذكورة.

ولا يمكن أن تمنح رخصة استغلال التجاويف إلا لصاحب رخصة البحث عن التجاويف الذي أثبت وجود تجويف أو عدة تجاويف داخل المحيط المشمول برخصة البحث المذكورة.

المادة 87

مع مراعاة أحكام الاتفاقيات الدولية المصادق عليها بوجه قانوني من قبل المملكة المغربية، يجب أن يكون المستفيد من رخصة البحث عن التجاويف أو رخصة استغلالها شخصا اعتباريا خاضعا للقانون المغربي.

المادة 88

يجب على طالب رخصة البحث عن التجاويف أو رخصة استغلال التجاويف إيداع ملف لدى الإدارة يثبت توفره على القدرات التقنية والمالية يحدد مضمونه بنص تنظيمي.

المادة 77

يمنح ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض عن منطقة محددة لا تتجاوز مساحتها كيلومترا مربعا لتخصيب أو تقييم هذه المواد أو هما معا. ويهم محيطا موجهة أضلاعه حسب الاتجاهات شمال - جنوب وشرق - غرب.

المادة 78

يخول ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض لصاحبه، حق تخصيب الفضلات وأكوام الأنقاض التي يحتوي عليه المحيط المشمول بالترخيص أو تقييمها أو هما معا. ولا يمكن أن يتعلق هذا الترخيص بأراض مغطاة بسنديات منجمية.

المادة 79

يمنح ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض لمدة أقصاها خمس سنوات. وهو قابل للتجديد مرة واحدة لنفس المدة. ولا يجوز تفويته أو إيجاره.

المادة 80

يمنح ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض بعد موافقة مالك الأرض المعني. ويحدد على الخصوص المحيط الذي يغطيه ومساحته ومدة صلاحيته.

المادة 81

إذا وقع سحب ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض، فإن المواد التي ما تزال متوفرة والمشمولة بهذا الترخيص تصبح حرة للاستغلال بعد انصرام أجل سنتين يوما من تاريخ تبليغ قرار سحب الترخيص.

المادة 82

تحدد. كفاءات منح وتجديد والتخلي والسحب وإعادة منح ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض بنص تنظيمي.

المادة 83

بخضع ترخيص استغلال الفضلات وأكوام الأنقاض لأحكام المواد 4 و 6 و 7 و 8 و 17 و 34 و 53 و 56 و 57 و 58 و 59 و 61 و 62 و 63 و 64 و 66 و 67 و 68 و 95 و 96 و 97 و 98 و 99 و 100 و 101 و 102 و 103 و 104 و 109 من هذا القانون.

القسم السادس

رخصة البحث عن التجاويف ورخصة استغلال التجاويف

المادة 84

يتمثل البحث عن التجاويف في إنجاز العمليات الرامية إلى اكتشافها.

القسم السابع

المراقبة ومعاينة المخالفات والعقوبات

الباب الأول

المراقبة الإدارية والعقوبات الإدارية

الفرع الأول

المراقبة

المادة 94

يعهد بمراقبة احترام أحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه والشروط المتعلقة بالسلامة وحفظ الصحة وحماية البيئة والشروط التقنية لإنجاز الأشغال المنجمية، لأعوان الإدارة المعينين لهذا الغرض والمخلفين وفقاً للتشريع المتعلق بيمين محرري المحاضر.

المادة 95

للأعوان المشار إليهم في المادة 94 أعلاه حق الولوج للمنشآت والأشغال المنجمية.

يتعين على أصحاب السندات المنجمية والمستأجرين لها أن يقدموا لهؤلاء الأعوان كافة التسهيلات التي تمكنهم من الاطلاع على الأشغال والمنشآت والمعلومات والمعطيات والوثائق المتعلقة بحالة أشغال البحث أو الاستغلال للمواد المنجمية.

المادة 96

يجوز للأعوان المشار إليهم في المادة 94 أعلاه، بمتاسبة القيام بزياراتهم الميدانية، التحقق من جميع الوثائق التي يعتبر مسكها إلزامياً والتأكد من مضمون المعلومات المدلى بها للإدارة تطبيقاً لأحكام المادة 63 أعلاه.

تحدد قائمة الوثائق التي يعتبر مسكها إلزامياً بنص تنظيمي.

الفرع الثاني

العقوبات الإدارية

المادة 97

يمكن للإدارة، إيقاف الأشغال المنجمية المنجزة خلافاً لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه، دون الإخلال بتطبيق العقوبات الأخرى المنصوص عليها في هذا القانون.

المادة 98

إذا تبين للإدارة عدم امتثال صاحب السند المنجمي للشروط والأوامر المفروضة عليه تطبيقاً لهذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه، والسند المنجمي، فإنها تقوم بتوجيه إعدار إليه بواسطة

المادة 89

تخول رخصة البحث عن التجاويف ورخصة استغلال التجاويف لأصحابها، وفق الشروط المنصوص عليها في هذا القانون، حق الانفراد بالقيام، حسب الحالة، بالأنشطة المشار إليها في المادة 84 أعلاه.

المادة 90

يستفيد صاحب رخصة البحث عن التجاويف أو رخصة استغلال التجاويف من الحق في إنجاز، داخل محيط البحث أو الاستغلال، الأشغال اللازمة على التوالي للبحث عن التجاويف واستغلالها وذلك وفق الأحكام الواردة في رخصة البحث أو رخصة الاستغلال.

المادة 91

تحدد رخصة البحث عن التجاويف على الخصوص مساحة الرخصة المذكورة ومدة صلاحيتها.

تحدد رخصة استغلال التجاويف، بالإضافة إلى ما ذكر في الفقرة الأولى أعلاه على الخصوص المميزات الرئيسية للتخزين والمنشآت المنحقة وكذا محيط حماية التجاويف، المذكورة.

المادة 92

تحدد بنص تنظيمي، كفاءات منح وتجديد وتحويل والتخلي والسحب وإعادة منح رخصة البحث عن التجاويف ورخصة استغلالها.

المادة 93

يخضع البحث عن التجاويف واستغلالها لأحكام المواد 4 و6 و7 و8 و17 و34 و53 و56 و57 و58 و59 و61 و62 و63 و64 و66 و67 و68 و69 و70 و71 و72 و73 و74 و75 و76 و77 و78 و79 و80 و81 و82 و83 و84 و85 و86 و87 و88 و89 و90 و91 و92 و93 و94 و95 و96 و97 و98 و99 و100 و101 و102 و103 و104 و109 من هذا القانون.

رسالة مضمونة مع إشعار بالتسلم أو بواسطة أي وسيلة قانونية أخرى، بواجب تنفيذ هذه الشروط والأوامر داخل أجل ستين يوما. إذا لم يمثل صاحب الرخصة للإعذار الموجه إليه، بعد انصرام الأجل المحدد لتنفيذ التدابير اللازمة، قامت الإدارة بسحب السند المنجمي بدون تعويض بعد إعذار جديد مدته ثلاثون يوما ظل دون أثر. وتقوم الإدارة ابتداء من هذا التاريخ بتنفيذ الإجراءات المأمور بها على نفقة صاحب السند المنجمي.

المادة 99

يصدر قرار السحب على الأفعال التالية بوجه خاص :

- الامتناع عن تبليغ المعلومات والوثائق المطلوبة تطبيقا لأحكام المادة 63 أعلاه من هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه؛
- التعرض على أعمال المراقبة التي يقوم بها الأعوان المعينون لهذا الغرض؛
- رفض الولوج إلى المنشآت والأشغال المنجمية أو عرقلة مراقبة الأعوان المشار إليهم في المادة 94 أعلاه؛

- تفويت أو إيجار رخص بحث أو استغلال مناجم بدون ترخيص من قبل الإدارة؛

- المخالفات الجسيمة للأحكام المتعلقة بحفظ الصحة أو السلامة وحماية البيئة؛

- عدم التقيد بالأحكام المنصوص عليها في المادتين 66 و 67 أعلاه؛

- إيقاف الأشغال بدون مبرر مقبول، طوال مدة تفوق ثلاثة أشهر؛

- عدم احترام تاريخ انطلاق الأشغال داخل أجل اثنى عشرة شهرا الموالية لمنح رخصة البحث؛

- عدم كفاية الأشغال المنجزة بالنسبة لبرامج الأشغال المقدمة عند منح وتجديد السند المنجمي؛

- عدم التقيد بالشروط المحددة في الاتفاقية المشار إليها في المادة 25 أعلاه؛

- انتهاء مدة صلاحية السند المنجمي دون تقديم طلب تجديده؛

- تخلي صاحب السند عن سنده المنجمي.

المادة 100

يجب أن يكون كل إجراء بإيقاف أو سحب تطبيقا لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه معللا وأن يبلغ إلى المعني بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتسلم أو بأي وسيلة تبليغ قانونية أخرى.

المادة 101

إذا كانت أشغال البحث أو الاستغلال تشكل خطرا وشيكا على حياة أو صحة العمال أو على الجوار، فإن الإدارة تأمر باتخاذ التدابير اللازمة لرفع الخطر المعين على الفور. وتنفذ الإجراءات المذكورة تحت مراقبة أعوان الإدارة المحلفين.

وإذا تبين أن الإجراءات المأمور بها غير مجدية أو غير كافية، أمرت الإدارة بإيقاف الأشغال التي تسببت في الخطر.

الباب الثاني

معاينة المخالفات والعقوبات الجنائية

الفرع الأول

معاينة ومتابعة المخالفات

المادة 102

يقوم بمعاينة ومتابعة المخالفات لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه إضافة إلى ضباط الشرطة القضائية، أعوان الإدارة المشار إليهم في المادة 94 أعلاه.

المادة 103

يقوم الأعوان المشار إليهم في المادة 102 أعلاه في حالة إثبات مخالفة لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه، بتحرير محاضر تتضمن على الخصوص ظروف المخالفة وإيضاحات المعني أو المعنيتين، بالأمر والعناء، التي تبرز مادية المخالفات.

المادة 106

يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر إلى سنة واحدة وبغرامة من 25.000 إلى 250.000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط كل من يقوم باستكشاف المواد المنجمية والبحث عنها واستغلالها بعد انتهاء مدة صلاحية سنده المنجمي.

وعلاوة على ذلك، تصدر لفائدة الدولة الآلات والمعدات التي مكنت من ارتكاب المخالفة.

إذا كان مرتكب المخالفة شخصاً اعتبارياً، فإنه يعاقب بغرامة من 50.000 إلى 500.000 درهم.

وترفع العقوبة إلى الضعف في حالة العود.

المادة 107

يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر إلى سنة واحدة وبغرامة من 25.000 إلى 250.000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط كل من يتلف أو يحول أو يغير بصورة غير مشروعة علامات حدود المحيطات المشمولة بسندات منجمية مسلمة تطبيقاً لأحكام هذا القانون.

المادة 108

باستثناء المخالفات والعقوبات الواردة في المواد من 104 إلى 107 أعلاه، يعاقب بغرامة من 5000 إلى 25000 درهم، الأشخاص المسؤولون عن ارتكاب المخالفات لهذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه. وفي حالة العود، ترفع العقوبة إلى الضعف.

المادة 109

يعتبر في حالة العود كل من صدر عليه حكم أصبح نهائياً من أجل إحدى المخالفات المنصوص عليها في هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه، وارتكب مخالفة من نفس النوع خلال السنة التي تلي صدور الحكم المذكور.

يعتمد المحضر إلى أن يثبت ما يخالفه.

ويبلغ المحضر إلى المحكمة المختصة داخل أجل عشرة أيام من تاريخ تحريره، وتوجه أو تسلم نسخة منه إلى المعنيين بالأمر داخل نفس الأجل.

يجوز للأعوان المشار إليهم في المادة 94، في حالة التلبس، إيقاف الأشغال والاستعانة بالقوة العمومية عند الحاجة.

الفرع الثاني

العقوبات الجنائية

المادة 104

يعاقب بالحبس من ستة أشهر إلى سنتين وبغرامة من 50.000 إلى 500.000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط كل من يقوم باستكشاف المواد المنجمية أو البحث عنها أو استغلالها بدون سند منجمي.

إذا كان مرتكب المخالفة شخصاً اعتبارياً، فإنه يعاقب بغرامة من 100.000 إلى مليون درهم.

وترفع العقوبة إلى الضعف في حالة العود.

في حالة ما إذا ترتب عن هذا النشاط بدون سند منجمي استخراج مواد منجمية، ترد هذه المواد إلى الدولة، أو عند الاقتضاء إلى صاحب السند المنجمي الذي يغطي مكان الاستخراج.

فإذا تم تسويق هذه المواد، تعين على مرتكب المخالفة أن يرد القيمة المعادلة للدولة، أو عند الاقتضاء إلى صاحب السند المنجمي المعني.

وعلاوة على ذلك، تصدر لفائدة الدولة الآلات والمعدات التي مكنت من ارتكاب المخالفة.

المادة 105

يعاقب بالحبس من سنة إلى خمس سنوات وبغرامة من 100.000 درهم إلى مليون درهم كل من أقام بأشغال استكشاف أو بحث عن المواد المنجمية أو استغلالها داخل المحيطات المحتفظ فيها بحق الاستكشاف أو البحث أو الاستغلال المشار إليها في المادة 5 أعلاه، أو المحمية طبقاً للمادتين 66 و67 أعلاه.

إذا كان مرتكب المخالفة شخصاً اعتبارياً، فإنه يعاقب بغرامة من مليون إلى ثلاثة ملايين درهم.

وعلاوة على ذلك، تصدر لفائدة الدولة الآلات والمعدات التي مكنت من ارتكاب المخالفة.

وترفع العقوبة إلى الضعف في حالة العود.

ويحق لصاحب رخصة استغلال المناجم أن يتصرف في مواد المقالع الناتجة عن عمليات التخصيب والتقييم.

المادة 116

يتوقف استخراج وجمع وتسويق العينات المعدنية والمستحاثات والأحجار النيزكية على منح ترخيص تسلمه الإدارة وفق الكيفيات المحددة بنص تنظيمي.

المادة 117

لا يحق للموظفين وأعاون الإدارات الأخرى التي تتدخل في منح وتدريب السندات المنجمية مهما كانت الدرجة التي ينتمون إليها وكذا أزواجهم وأصولهم وفروعهم وأزواج هؤلاء، الحصول بصفة مباشرة أو غير مباشرة على حق الاستكشاف أو البحث أو استغلال المواد المنجمية كما لا يحق لهم أن يكونوا مفوضين أو ممثلين للمعنيين بهذه الأعمال خلال فترة مزاولتهم لمهامهم وذلك خلال أجل خمس سنوات بعد توقفهم النهائي عن مهامهم.

الباب الثاني

أحكام انتقالية وختامية

المادة 118

تظل امتيازات المناجم الجارية صلاحيتها بتاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ خاضعة للأحكام القانونية المعمول بها أثناء منحها، ولا يمكن أن تكون موضوع تجديد على شكل امتيازات المناجم. ويمكن لأصحاب امتيازات المناجم، داخل أجل سنة قبل انصرام مدة صلاحيتها، تقديم طلب رخص استغلال المناجم لتغطية المكمن أو المكامن المستغلة، وفقا لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه. وفي حالة عدم التقيد بهذه المسطرة، يسحب الامتياز وتفتح الأراضي المعنية للبحث.

المادة 119

يتعين على أصحاب رخص البحث ورخص الاستغلال، الجارية صلاحيتها بتاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، تقديم، حسب الحالة، طلب لتجديد رخص البحث أو تحويلها إلى رخص استغلال داخل أجل سنة ابتداء من تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

وإذا لم يودع أي طلب داخل أجل المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة، تسحب رخصة البحث ورخصة الاستغلال ويمنح سند منجمي جديد على الأراضي التي كانت مشمولة بالرخصة المسحوبة وفق أحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه.

القسم الثامن

أحكام متنوعة وانتقالية وختامية

الباب الأول

أحكام متنوعة

المادة 110

تؤكد حقوق الأحياس القائمة على بعض مكامن الملح.

تحدد بنص تنظيمي قائمة مكامن الملح القائمة عليها حقوق الأحياس.

المادة 111

لا تحول أحكام هذا القانون دون التمتع بالحقوق العرفية القائمة على بعض المكامن التي تحدد قائمتها بنص تنظيمي.

المادة 112

تخضع استغلالات مكامن الملح القائمة عليها حقوق الأحياس والحقوق العرفية لأحكام المواد 57 و61 و62 و63 و64 و66 و67 و95 و96 و101 و103 من هذا القانون.

المادة 113

يمكن أن تخول الاستغلالات الخاضعة للنظام القانوني للحقوق العرفية الحق لمالكها وبطلب منهم في الحصول على رخصة استغلال المناجم وفقا لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه.

بتعين على مالكي الحقوق العرفية تقديم طلب عن مجموع القطع أو أجزاء القطع التي تشكل ملكية واحدة. ويجب عليهم أن يثبتوا توفرهم، عند تاريخ تقديم الطلب، على حق استغلال المكمن المعني.

المادة 114

يتوقف استغلال مقلع داخل محيط سند منجمي على الرأي المسبق للإدارة المكلفة بالمعادن دون الإخلال بتطبيق النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة باستغلال المقالع.

المادة 115

يمكن لصاحب رخصة استغلال المناجم أن يتصرف، لأغراض أنشطة استغلاله والأنشطة المرتبطة بها، في مواد المقالع التي يترتب فصلها عن أشغاله.

وبإمكان مالك الأرض أن يطالب بمواد المقالع الناتجة عن هذا الفصل وغير المستعملة من قبل صاحب رخصة استغلال المناجم مقابل أداء تعويض يعادل مصاريف استخراج المواد المذكورة. وتتولى المحكمة المختصة تحديد التعويض إذا لم يتم الاتفاق في شأنه.

المادة 120

يمتد محتوى الامتيازات ورخص البحث ورخص الاستغلال الجارية صلاحيتها عند دخول هذا القانون حيز التنفيذ والتي تمت تسويتها طبقاً لأحكام هذا القانون ونصوصه التطبيقية، إلى جميع المواد المنجمية الخاضعة لهذا القانون باستثناء المواد المبحوث عنها أو المستغلة بمقتضى امتياز منجمي أو رخصة البحث أو رخصة الاستغلال أو ترخيص مقلع جارية صلاحيتها وقع تسليمه قبل تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

وفي حالة تداخل رخصتين أو عدة رخص منجمية، تحدد الإدارة شكل محيط السند المنجمي المزمع منحه وكذلك المواد المنجمية موضوع البحث أو الاستغلال.

المادة 121

يتعين على مستغلي المواد المعدنية المعتبرة مقالعاً قبل تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ والمصنفة كمواد منجمية بموجب هذا القانون، أن يقدموا طلب رخصة استغلال المناجم لتغطية المكامن التي يستغلونها داخل أجل سنة، وفقاً لأحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه.

وإذا لم يودع الطلب داخل الأجل المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة، يعود المحيط المعني حراً.

المادة 122

يدخل هذا القانون حيز التنفيذ ابتداءً من تاريخ النشر في الجريدة الرسمية للنص التنظيمي الصادر بتطبيقه والمشار إليه في المادتين 18 و19 أعلاه.

تنسخ ابتداءً من التاريخ المذكور أحكام الظهير الشريف الصادر في 9 رجب 1370 (16 أبريل 1951) بسن نظام المناجم كما وقع تغييره وتتميمه باستثناء المادة 6 منه.

وتنسخ وتعوض بالمراجع المطابقة من هذا القانون الإحالات إلى الظهير الشريف المشار إليه أعلاه بتاريخ 9 رجب 1370 (16 أبريل 1951) الواردة في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

قرار لرئيس الحكومة رقم 3.35.15 صادر في 22 من رمضان 1436 (9 يوليو 2015) بتحديد المبلغ الكلي لمساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية المقرر إجراؤها يوم 4 سبتمبر 2015.

رئيس الحكومة،

بناءً على القانون التنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.166 بتاريخ 24 من ذي القعدة 1432 (22 أكتوبر 2011) ولا سيما المادة 35 منه؛ وباقتراح من وزير الداخلية ووزير العدل والحريات ووزير الاقتصاد والمالية،

قرر ما يلي :

المادة الأولى

يحدد في مائتين وخمسين (250) مليون درهم المبلغ الكلي لمساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية المقرر إجراؤها يوم 4 سبتمبر 2015، منها مائة وخمسون (150) مليون درهم برسم الانتخابات العامة الجماعية ومائة (100) مليون درهم برسم الانتخابات العامة الجهوية.

المادة الثانية

يسند إلى وزير الداخلية ووزير العدل والحريات ووزير الاقتصاد والمالية، كل فيما يخصه، تنفيذ هذا القرار الذي ينشر في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 22 من رمضان 1436 (9 يوليو 2015).

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

وقعه بالعطف :

وزير الداخلية،

الإمضاء : محمد حصاد.

وزير العدل والحريات،

الإمضاء : المصطفى الرميد.

وزير الاقتصاد والمالية،

الإمضاء : محمد بوسعيد.

ظهر الشريف رقم 1.16.131 صادر في 21 من ذي القعدة 1437
(25 أغسطس 2016) بتنفيذ القانون رقم 74.15 المتعلق
بالمنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 42 و 50 منه .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهورنا الشريف هذا،
القانون رقم 74.15 المتعلق بالمنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج، كما
وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بالرباط في 21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016).

وقعه بالمطف :

رئيس الحكومة .

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

*

* *

قانون رقم 74.15

يتعلق بالمنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج

المادة الأولى

تخضع، من الآن فصاعدا، لأحكام هذا القانون والنصوص المتخذة
لتطبيقه المنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج، المحدثه بموجب الظهير
الشريف رقم 1.60.019 الصادر في 11 من جمادى الآخرة 1380
(فاتح ديسمبر 1960) كما وقع تغييره وتتميمه.

غير أن حدود المنطقة المذكورة، كما هي محددة في الفصل الأول
من الظهير الشريف السالف الذكر رقم 1.60.019، تظل سارية
المفعول.

تقسم المنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج إلى أجزاء تحدد بنص
تنظيمي.

الباب الأول

النشاط المنجمي التقليدي بالمنطقة المنجمية

لتأفيلالت وفجيج

المادة 2

مع مراعاة أحكام المادة 9 من هذا القانون، يظل الاستغلال المنجمي التقليدي كما هو محدد في المادة 3 بعده مرخصا به داخل المنطقة المنجمية لتأفيلالت وفجيج لمدة خمس عشرة (15) سنة غير قابلة للتجديد، ابتداء من تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

المادة 3

يراد، في مدلول هذا القانون، بالاستغلال المنجمي التقليدي، كل استغلال لمكامن الرصاص والزنك والبارتين بياشره أشخاص ذاتيون، صناعات تقليديون، يعملون فرادى أو جماعات في إطار رخص مسلمة لهذه الغاية من طرف الإدارة ويتلقون أجورهم فقط من توزيع المتحصل عليه من بيع المعدن المستخرج.

يخضع الاستغلال المنجمي التقليدي للمراقبة من قبل الإدارة وفقا لأحكام القانون رقم 33.13 المتعلق بالمناجم، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.76 بتاريخ 14 من رمضان 1436 (فاتح يوليو 2015) و النصوص المتخذة لتطبيقه.

الباب الثاني

النشاط المنجمي غير التقليدي

المادة 4

تزاوّل داخل المنطقة المنجمية لتأفيلالت وفجيج أشغال البحث عن المواد المعدنية واستغلالها، في الأجزاء المنصوص عليها في الفقرة الثالثة من المادة الأولى أعلاه، طبقا لأحكام القانون السالف الذكر رقم 33.13، مع مراعاة أحكام هذا القانون الخاصة.

المادة 5

تمنح رخص البحث عن طريق إعلانات عمومية عن المنافسة ويتوقف منح هذه الرخص :

أ) على إبرام عقد بين المستثمر والإدارة والصناعة المنجميين، أصحاب رخص الاستغلال المنجمي التقليدي السارية المفعول أو ممثلهم، داخل الأجزاء التي يزاول بها النشاط المنجمي التقليدي :

ب) على إبرام عقد بين المستثمر والإدارة، داخل الأجزاء التي لا يزاول بها نشاط منجمي تقليدي.

استثناء من أحكام المادة 36 من القانون السالف الذكر رقم 33.13، تغطي رخصة البحث محيط كل جزء موضوع إعلان عن المنافسة، مع مراعاة أحكام المادة 24 من هذا القانون.

المادة 6

تتضمن العقود المنصوص عليها في المادة 5 أعلاه :

- برنامج أشغال البحث موزعا على ثلاث (3) سنوات ويشمل طبيعة أشغال البحث المزمع القيام بها والوسائل التقنية المتعين استخدامها والاستثمارات المبرمجة :

- نسبة الأتاوى معبر عنها بنسبة مئوية من رقم المعاملات السنوي بالنسبة إلى كل المواد المعدنية المستغلة في الجزء المعني، في حال منح رخصة أو عدة رخص الاستغلال لصاحب رخصة البحث.

وعلاوة على ذلك، عندما يتعلق الأمر بالعقد المنصوص عليه في (أ) من المادة 5 أعلاه، يحدث حق للولوج بالنسبة إلى كل جزء، يتحمله المستثمر، ويتم أدائه في قسطين :

• 20% من المبلغ عند توقيع العقد :

• 80% من المبلغ في حال منح رخصة أو عدة رخص للاستغلال.

توزع الأتاوى ومبالغ حق اللوج المنصوص عليها في هذه المادة بين مركزية الشراء والتنمية للمنطقة المنجمية لتأفيلالت وفجيج، المنصوص عليها في المادة 11 أدناه وأصحاب رخص الاستغلال المنجمي التقليدي بالجزء المعني.

في حالة سحب رخصة البحث المعنية، لأي سبب من الأسباب، أو إذا تخلى عنها صاحبها، يعاد منح رخصة بحث جديدة على أساس إعلان عن المنافسة وفق المعايير والكيفيات المحددة بنص تنظيمي.

المادة 7

تمنح رخصة البحث لمدة ثلاث (3) سنوات، ويمكن تمديدتها مرة واحدة لفترة لا تزيد على سنة واحدة (1)، بطلب من صاحب الرخصة، إذا تبين، من خلال النتائج المحققة والاستثمارات المنجزة، ضرورة استكمال البحث.

رخصة البحث غير قابلة للتفويت أو الإيجار.

المادة 8

في حالة إعلان عن المنافسة فيما يخص جزء يزاول به نشاط منجعي تقليدي، يتمتع الصناع المنجميون التقليديون الذين يزاولون أنشطتهم بالجزء المذكور بحق للأولوية في الحصول على رخصة بحث، شريطة أن يتنظموا في إطار شركات أو تعاونيات وأن يثبتوا توفرهم على قدرات تقنية ومالية تعادل تلك التي تقدم بها المنافس صاحب أحسن عرض.

المادة 9

يمكن للصناع المنجمين التقليديين المعنيين، خلال مدة صلاحية رخصة البحث، مواصلة النشاط المنجعي التقليدي، مادام المحيط المغلبي بالرخصة المذكورة ليس موضوع رخصة استغلال.

المادة 10

يمكن لصاحب رخصة بحث، طيلة مدة صلاحية الرخصة المذكورة، أن يطلب منحه رخصة أو رخصا للاستغلال، طبقا لأحكام هذا القانون والقانون السالف الذكر رقم 33.13، شريطة أن يثبت وجود مكن قابل للاستغلال اقتصاديا.

غير أن منح رخصة جديدة بالنسبة إلى محيط مغلبي برخصة كانت موضوع سحب، لأي سبب من الأسباب، أو تغلبي عنها صاحبها، يتم على أساس إعلان عن المنافسة وفق شروط تحدده بنص تنظيمي.

الباب الثالث

مركزية الشراء والتنمية للمنطقة المنجمية لتافيلالت

وفجيج

المادة 11

تظل مركزية الشراء والتنمية للمنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج، المحدثة بموجب الظهير الشريف السالف الذكر رقم 1.60.019، مؤسسة عمومية تتمتع بالشخصية الاعتبارية والاستقلال المالي، ويشار إليها فيما بعد بـ «المركزية».

تخضع المركزية لوصاية الدولة، ويكون الهدف من هذه الوصاية السهر على احترام مقتضيات هذا القانون عبر أجهزتها المختصة، وخاصة فيما يتعلق منها بالمهام المنوطة بها وبصفة عامة على تطبيق النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالمؤسسات العمومية.

تخضع المركزية للمراقبة المالية للدولة التي تسري على المؤسسات العمومية طبقا للنصوص التشريعية الجاري بها العمل.

يحدد مقر المركزية بنص تنظيمي.

المادة 12

تتأط بالمركزية في المنطقة المنجمية لتافيلالت وفجيج المهام التالية:

- مواكبة التنمية المنجمية :

- برمجة إجراءات لترويج المؤملات المنجمية للمنطقة وتنفيذها :

- المساهمة في تنمية البحث عن الموارد المنجمية بالمنطقة واستغلالها :

- إعداد العقود المشار إليها في المادة 5 من هذا القانون وتتبع تنفيذها :

- تدبير صناديق الإسعاف المشار إليها في البند 8 من الفصل 10 من الظهير الشريف السالف الذكر رقم 1.60.019 :

- تحصيل مبالغ حق الولوج والأتاوى وتوزيعها طبقا لأحكام المادة 6 من هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه.

المادة 13

يدير المركزية مجلس إدارة ويسيرها مدير.

المادة 14

يتألف مجلس إدارة المركزية، الذي يرأسه رئيس الحكومة أو السلطة الحكومية المفوضة من قبله لهذا الغرض، إضافة إلى ممثلي الدولة من :

- رؤساء الجهات المعنية أو من يتوب عنهم :

- ستة (6) أعضاء يمثلون الصناع المنجمين التقليديين بالمنطقة ويوزعون على النحو التالي :

- ممثل (1) عن الصناع المنجمين التقليديين المزاولين نشاطهم بإقليم الرشيدية :

- ممثل (1) عن الصناع المنجمين التقليديين المزاولين نشاطهم بإقليم فجيج :

- اتخاذ القرار في شأن اقتناء الأملاك العقارية من لدن المركزية أو تفويتها أو كراءها :

- قبول الهبات والوصايا.

يمكن لمجلس الإدارة أن يمنح تفويضاً لمدير المركزية قصد تسوية قضايا محددة.

يدرس مجلس الإدارة التقرير السنوي عن أنشطة المركزية المرفوع إليه من لدن المدير.

يمكن كذلك لمجلس الإدارة اتخاذ كل إجراء من أجل القيام بتدقيقات وتقييمات دورية.

المادة 16

يجتمع مجلس الإدارة، بدعوة من رئيسه، كلما دعت الضرورة إلى ذلك وعلى الأقل، مرتين في السنة :

- قبل 30 يونيو لحصر القوائم التركيبية للسنة المالية المختتمة :

- قبل 15 أكتوبر لدراسة وحصر الميزانية والبرنامج التوقعي للسنة المالية الموالية.

يشترط لصحة مداوات مجلس الإدارة أن يحضرها نصف عدد أعضائه على الأقل. إذا لم يتحقق هذا الانصباب خلال الاجتماع الأول، توجه الدعوة لعقد اجتماع ثان خلال 15 يوماً الموالية. وفي هذه الحالة، يتداول المجلس دون التقيد بشرط الانصباب.

يتخذ المجلس قراراته بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين. وفي حالة تعادل الأصوات، يرجح الجانب الذي يكون فيه الرئيس.

المادة 17

يمكن لمجلس الإدارة أن يقرر إحداث لجنة من بين أعضائه، يحدد اختصاصاتها وتأليفها وكيفية سيرها، ويجوز له أن يكلفها بدراسة بعض القضايا وإعداد مشاريع قرارات يتداول مجلس الإدارة بشأنها في أقرب اجتماع له.

المادة 18

يعين مدير المركزية وفقاً للتصويع التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

• ممثل (1) عن الصناع المنجميين التقليديين المزاولين نشاطهم بإقليم تنغير :

• ممثل (1) عن الصناع المنجميين التقليديين المزاولين نشاطهم بإقليم ميدلت :

• ممثل (1) عن الصناع المنجميين التقليديين المزاولين نشاطهم بإقليم زاكورة :

• ممثل (1) عن الصناع المنجميين التقليديين المزاولين نشاطهم بإقليم بولمان.

تحدد كفاءات تعيين ممثلي الدولة وعددهم وصفاتهم، وكذا كفاءات تعيين باقي الأعضاء الآخرين ومدة انتدابهم بنص تنظيمي.

يحضر كذلك اجتماعات مجلس الإدارة، بصفة استشارية المدير المكلف بالمعادن ومدير الجيولوجيا بالوزارة المكلفة بالمعادن.

يمكن لرئيس مجلس الإدارة أن يدعو لحضور اجتماعات المجلس، بصفة استشارية، أي شخص، ذاتي أو اعتباري من القطاع العام أو الخاص، يرى فائدة في حضوره.

المادة 15

يتمتع مجلس الإدارة بجميع السلط والصلاحيات اللازمة لإدارة المركزية. ولهذه الغاية، يمارس على الخصوص الاختصاصات التالية :

- حصر برنامج العمل السنوي للمركزية :
- الإصافة، على عقود البرامج واتفاقيات الشراكة المبرمة من لدن المركزية في إطار اختصاصاتها :
- حصر الميزانية السنوية للمركزية :
- إعداد نظام مركزية الشراء الذي يحدد هيكلها التنظيمية واختصاصاتها :

• وضع النظام الذي تحدد بموجبه قواعد وطرق إبرام الصفقات :

- وضع النظام الأساسي لمستخدمي المركزية ونظام تعويضاتهم :

- وضع نظامه الداخلي والنظام الداخلي للمركزية :

- تحديد تعريفة الخدمات المقدمة من طرف المركزية :

- حصر الحسابات السنوية ويفر في تخصيص النتائج :

- حصر شروط إصدار الاقتراضات والليجوء إلى الأشكال الأخرى من القروض البنكية كالتسبيقات أو الحسابات المكشوفة :

يتمتع المدير بجميع السلط والصلاحيات اللازمة لتسيير المركزية. ولهذه الغاية :

- ينفذ قرارات مجلس الإدارة، وعند الاقتضاء، قرارات اللجنة أو اللجان المحدثة من قبل هذا الأخير؛

- يسهر على تسيير المركزية ويتصرف باسمها ويقوم أو يأذن بكل تصرف أو عملية متعلقة بالمركزية؛

- يتولى تسيير جميع مصالح المركزية وينسق أنشطتها؛

- يعين في مناصب المركزية وفقا لمنظماها والنظام الأساسي لمستخدميها؛

- يمثل المركزية أمام الدولة وأمام كل إدارة عمومية أو خاصة وإزاء جميع الأغيار ويقوم بجميع الأعمال التحفظية؛

- يمثل المركزية أمام القضاء ويجوز له أن يرفع كل دعوى قضائية بهدف الدفاع عن مصالح المركزية، شريطة أن يقوم على الفور بإشعار رئيس مجلس الإدارة بذلك.

ويمكن له أن يفوض، تحت مسؤوليته، جزءا من سلطته وصلاحياته إلى مستخدمي إدارة المركزية طبقا لنظامها الداخلي.

ويحضر بصفة استشارية اجتماعات مجلس الإدارة.

المادة 19

تتكون هيئات المركزية مما يلي :

(1) في باب الموارد :

- الإعانات المالية الممنوحة من طرف كل شخص اعتباري خاضع للقانون العام أو الخاص؛

- مساهمات الهيئات الوطنية أو الأجنبية المقدمة في إطار الشراكات والتعاون الثنائي أو المتعدد الأطراف؛

- المداخل والأرباح المتأتية من الخدمات المقدمة ومن أنشطتها؛

- المداخل والعائدات المتأتية من ممتلكاتها المنقولة أو العقارية؛

- الحصص العائدة إلى المركزية من مبالغ حق الولوج والأتاوي المنصوص عليها في المادة 6 من هذا القانون؛

- التسبيقات القابلة للإرجاع التي تمنحها الخزينة والهيئات العامة أو الخاصة وكذا الاقتراضات المأذون فيها وفقا للنصوص التنظيمية الجاري بها العمل؛

- عائدات الرسوم الشبه الضريبية التي يمكن أن تحدث لفائدة المركزية؛

- الهبات والوصايا والعائدات المختلفة؛

- جميع المداخل الأخرى التي يمكن أن تخصص لها لاحقا.

(2) في باب النفقات :

- نفقات الاستثمار؛

- نفقات التسيير؛

- المبالغ المرجعة من التسبيقات والقروض؛

- جميع النفقات الأخرى المرتبطة بأنشطة المركزية.

المادة 20

يتم تحصيل ديون المركزية طبقا للنصوص التشريعية المتعلقة بتحصيل الديون العمومية.

المادة 21

تتوفر المركزية، للقيام بالمهام الموكولة إليها بموجب أحكام هذا القانون، على :

- مستخدمين تقوم بتوظيفهم وفقا للنظام الأساسي الخاص بمستخدميها وكذا من متعاقدين؛

- موظفين ملحقين لديها طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

يجوز للمركزية أيضا أن تستعين بخبراء أو مستشارين تشغلهم بموجب عقود من أجل القيام بمهام محددة.

الباب الرابع

أحكام انتقالية وختامية

المادة 22

علاوة على المهام المسندة إلى المركزية بموجب المادة 12 أعلاه، تحتفظ هذه الأخيرة، خلال مدة استمرار ممارسة الاستغلال المنجمي التقليدي المشار إليها في المادة 2 من هذا القانون، بحق احتكار جمع كل من معادن الرصاص والزنك والباريتين المستخرجة من الاستغلال التقليدي بالمنطقة المنجمية لتاقيلالت وفجيج، وشراءها وإيداعها وتخزينها ونقلها وبيعها وبصفة عامة تسويقها، وذلك وفقا للشروط المنصوص عليها في الفصول 6 و7 و8 و9 والبند 8 من الفصل 10 من الظهير الشريف السالف الذكر رقم 1.60.019.

المادة 25

مع مراعاة أحكام الفقرتين الثانية والثالثة من المادة 23 أعلاه، يدخل هذا القانون حيز التنفيذ داخل أجل سنة ابتداء من تاريخ نشره بالجريدة الرسمية.

تنسخ ابتداء من نفس التاريخ أحكام الظهير الشريف رقم 1.60.019 الصادر في 11 من جمادى الآخرة 1380 (فانح ديسمبر 1960) بإحداث المنطقة المنجمية بتاهيلالت و فجيح كما وقع تغييره وتتميمه باستثناء الفصل الأول منه.

تظل أحكام الفصول 6 و 7 و 8 و 9 والبند 8 من الفصل 10 من الظهير الشريف المسالف الذكر رقم 1.60.019 سارية المفعول طيلة المدة المنصوص عليها في المادة 2 من هذا القانون.

بالإضافة إلى ذلك، يعهد إلى المركزية، داخل المنطقة المذكورة، وخلال الفترة المشار إليها في الفقرة الأولى أعلاه القيام بالمهام التالية:

1 - الإشراف على الاستغلال المنجمي التقليدي:

2 - وضع رهن إشارة الصناع المنجمين التقليديين المعدات الضرورية لتحسين استغلالاتهم وتنميتها، مقابل ثمن كراء يحدده مجلس الإدارة. كما تسلمهم، بطلب منهم، الأدوات والمتفجرات بثمن كلفتها:

3 - ضمان، بقرار من مجلس الإدارة، القروض الممنوحة للصناع المنجمين التقليديين أو مجموعاتهم من لدن مؤسسات الائتمان قصد اقتناء معدات الاستغلال أو تنمية استغلالاتهم:

4 - المساهمة، من خلال صناديق الإسعاف المشار إليها في البند 8 من الفصل 10 من الظهير الشريف المسالف الذكر رقم 1.60.019، في استفادة الصناع المنجمين التقليديين من التغطية من مخاطر حوادث الشغل والأمراض المهنية.

المادة 23

تعتبر صحيحة، عمليات الاستغلال المنجمي التقليدي المزاولة منذ 31 أغسطس 1975 داخل المنطقة المنجمية لتاهيلالت وفجيح.

يتعين على الأشخاص المزاولين للنشاط المنجمي التقليدي، في تاريخ نشر هذا القانون بالجريدة الرسمية، أن يصرحوا بنشاطهم للإدارة داخل أجل 10 أشهر ابتداء من التاريخ المذكور، مع تقديم وثائق الإثبات الضرورية المتعلقة بهذا النشاط.

تبت الإدارة داخل أجل (60) ستن يوما في هذه الطلبات وترخص، عند الاقتضاء، للأشخاص المعنيين بمواصلة النشاط المنجمي التقليدي.

المادة 24

يحتفظ أصحاب السندات المنجمية، السارية المفعول في تاريخ نشر هذا القانون في الجريدة الرسمية، بحقوقهم.

غير أن، كل تمديد للسندات المذكورة لتشمل أشغال البحث عن معادن الرصاص والزنك والباريتين أو استغلالها، يتوقف على إبرام العقد المشار إليه في الفقرة (أ) أو (ب) من المادة 5 من هذا القانون. وفي هذه الحالة، لا يدخل في حساب الأتاوى المنصوص عليها في المادة 6 من هذا القانون إلا رقم المعاملات الخاص باستغلال المعادن المذكورة.